

P. Monatte

La fondation de "La Vie ouvrière"

Octobre 1959

*Paru dans "La Révolution prolétarienne" (octobre, novembre, décembre 1959, janvier 1960).
Source : Site "Ensemble"..*

"Il n'y a qu'une équipe en France qui ait vu venir la guerre et prévu l'effondrement de la social-démocratie allemande, c'est celle de la Vie ouvrière" disait vers 1920, dans une conversation, Charles Dulot, un bon observateur du mouvement social. Il avait longtemps assuré honnêtement dans Le Temps la rubrique du mouvement social et il allait ou venait de fonder avec Albert Thomas L'Information sociale. Je crois même qu'il avait désiré nous voir monter dans sa barque, mais tout de suite il avait compris combien nos conceptions étaient dissemblables.

Tout cela, guerre et effondrement social-démocrate, était facile à prévoir, dira-t-on. Oui, c'était facile, en effet. Pourtant, nous étions seuls à le prévoir. Et même qualifiés parfois pour cela de ridicules défaitistes.

Qu'est-ce qui amena la constitution de cette équipe de La Vie ouvrière et la fondation de la revue syndicaliste de ce nom en octobre 1909 ? Une œuvre collective, petite ou grande, ne se passe pas d'initiatives individuelles ; elle les appelle au contraire. En ce qui concerne La Vie ouvrière, je pris cette initiative, encouragé et soutenu par divers camarades et amis personnels. Pourquoi ? Comment ? Dans quelle situation, c'est-à-dire dans quelle période du mouvement ?

Assez curieuse année que 1909. Regardons-la d'un peu près. Même au risque de nous attarder. Ce ne sera pas du temps perdu.

Trois ans plus tôt s'était produit le grand effort syndical en faveur de la journée de huit heures. Puis s'était tenu le congrès d'Amiens de la CGT où le syndicalisme révolutionnaire avait remporté une victoire éclatante. Cinq ans plus tard allait survenir la première grande guerre mondiale de 1914-1918.

Au lieu du grand élan qui aurait dû suivre la victoire d'Amiens, le mouvement syndical pataugeait dans une crise obscure et lamentable.

Lassitude ouvrière ? Je ne le crois pas. Au contraire, dans beaucoup de corporations et du Nord au Midi on envisageait de donner une suite au mouvement du 1er Mai 1906. Le bâtiment n'était pas seul en fermentation. Il avait rassemblé ses diverses fédérations de métier en une solide et vigoureuse fédération d'industrie. Rapidement celle-ci atteignait les 60 000 adhérents. Un beau chiffre pour l'époque, et prenait dans la CGT la tête des fédérations. Les métaux poursuivaient aussi le rassemblement de leurs fédérations de métier ; les fédérations des mouleurs et des mécaniciens s'y fondaient. Dans l'alimentation, les boulangers et les cuisiniers s'attachaient à organiser la foule de petites corporations allant du moulin et des fabriques de conserves au grand hôtel. Quelle secousse le mouvement des huit heures avait produite dans les services publics et chez les fonctionnaires ! Les arsenaux bougeaient depuis un moment déjà. Les postiers partaient en grève, au début de 1909, au Central télégraphique d'abord, ensuite au Central téléphonique, après dans l'ensemble des PTT. Les cheminots remuaient ferme et devaient partir en grève en octobre 1910. Les instituteurs commençaient à donner la forme syndicale à leurs organisations ; jusqu'à leurs vieilles amicales qui faisaient des

déclarations syndicalistes.

Pas de lassitude ouvrière, donc. Alors quoi ? Une crise de pensée chez les militants des syndicats. Tout grand mouvement national amène forcément une sorte d'examen de conscience, comme après chaque guerre les militaires qui ne sont pas des culottes de peau réexaminent leurs méthodes. Chez les militants ouvriers aussi, il y avait sans doute ceux qui ne se sentaient plus au diapason des événements, et ceux dont la cervelle travaillait et qui comprenaient la nécessité de s'adapter mieux aux nécessités de la lutte sociale. Les forteresses réformistes se démantelaient les unes après les autres. Le règne de Guérard chez les cheminots prenait fin. Coupat voyait remuer ses meilleurs syndicats de mécaniciens. Chez les mineurs, les lieutenants de Basly se sentaient mauvaise conscience et se demandaient si la CGT était vraiment la caverne de bandits et de fous qu'on leur avait longtemps présentée. Jusqu'à la Fédération du livre où Keufer avait vu non seulement le syndicat parisien des typos entraîné par l'esprit du 1er Mai 1906, mais encore d'autres syndicats de villes importantes. Des réformistes ralliaient la tendance révolutionnaire. Raoul Lenoir, qui avait été en 1902 le candidat des réformistes contre Pouget à La Voix du peuple, entra au bureau fédéral des métaux sans éprouver le moindre malaise. Bourderon, qui avait longtemps mené l'opposition réformiste au comité de l'Union des syndicats de la Seine, se sentait rajeunir, et le vieil allemaniste retrouvait sa route naturelle.

Pas de lassitude ouvrière, un examen de conscience qui bénéficiait au syndicalisme révolutionnaire, alors comment s'expliquer le malaise obscur et la crise lamentable dont j'ai parlé plus haut ?

C'est que juste dans cette période pleine de promesses, de promesses fragiles, le sommet confédéral était rongé par une crise qui s'éternisait. Crise soulevée autour de la Maison des fédérations et qui amenait Griffuelhes à démissionner du secrétariat confédéral. Crise attisée par le gouvernement.

Aristide Briand venait de grimper à la présidence du Conseil. Mieux que les gouvernants habituels, il pouvait comprendre la gravité de l'heure pour la bourgeoisie. Comment réduire cette CGT inquiétante pour l'ordre social ? De l'extérieur par la répression ? Pourquoi pas de l'intérieur plutôt ? Et même des deux manières ? Il savait combien les questions d'argent sont graves dans nos organisations. Une occasion se présentait : les critiques lancées par le trésorier de la CGT, Albert Lévy, à une sortie de prison, sur la mauvaise tenue de la comptabilité confédérale et de celle de la Maison des fédérations. De la mauvaise tenue de ces comptabilités à des irrégularités, ou du gaspillage et même du vol, la marge n'était pas grande. Il suffisait de la faire franchir. Briand s'y employa. Il avait conservé de sa période grève généraliste des relations avec certains militants des syndicats, notamment avec Guérard, des cheminots, avec Latapie, l'un des secrétaires de la Fédération des métaux. Au congrès de Toulouse, en 1910, Griffuelhes allait mettre en avant le nom de Latapie comme étant celui d'un homme de Briand. Je n'en fus pas surpris ; je me rappelai avoir entendu quelques années avant, dans un café voisin de la bourse du travail, Latapie se vanter de sa copinerie avec Briand, alors ministre de l'Instruction, et se glorifier d'une virée ensemble au bordel. Que Latapie ait joué un rôle auprès de Lévy, c'est tout à fait vraisemblable. Exciter Lévy était facile : c'était un grand nerveux. Pas un malhonnête homme, mais pas une tête solide. Un ancien allemaniste qui ne s'embarrassait guère d'idées générales. Toute une petite bande de militants, les uns du genre de Latapie, d'autres que Griffuelhes avait pu froisser et même blesser s'employèrent à pousser Lévy et à donner de la résonance à ses critiques. Il aurait fallu répondre vite à ces critiques et à ces machinations. Griffuelhes ne crut pas devoir le faire. Il attendit un an, deux ans, jusqu'au congrès de Toulouse en 1910. C'était bien tard.

C'était trop tard. Le moment décisif de 1908-1909 était passé. L'élan de la CGT devait en être brisé.

On ne s'en rendait pas exactement compte sur le moment. Mais nous étions nombreux à sentir que la machine confédérale fonctionnait mal. Sans penser, évidemment, que le mal était profond et général. Sans imaginer que ce XXe siècle menaçait d'être le pire de l'histoire, comme a pu le dire Koestler.

Griffuelhes démissionnait du secrétariat confédéral au début de 1909. A la surprise générale, Niel,

jusqu'alors regardé comme révolutionnaire, et cette fois candidat des réformistes, était élu pour lui succéder. Là aussi la main de Briand avait mêlé les cartes. Niel battait de quelques voix le candidat de la tendance révolutionnaire, Nicolet, le secrétaire de la nouvelle Fédération du bâtiment. Cela par suite de la défection de plusieurs délégués révolutionnaires. La plupart de ceux qui avaient pataugé dans la querelle de la Maison des fédérations. D'autres, comme Luquet, des coiffeurs, hier secrétaire adjoint de la CGT, qui estimait que la candidature aurait dû lui revenir.

Que serait-il advenu de la CGT si Nicolet avait succédé à Griffuelhes ? Il n'avait pas les grandes qualités qu'avait montrées Griffuelhes, mais il en avait d'autres. Il aurait probablement appliqué à la CGT les méthodes de rassemblement non seulement des organisations mais des hommes, qui avaient si bien réussi au bâtiment. Il est à peu près sûr qu'il ne serait pas resté davantage au secrétariat confédéral qu'il ne devait rester au secrétariat fédéral du bâtiment. Une fois accompli ce qu'il pouvait faire d'utile, il serait retourné au chantier. Nicolet était de ces hommes qui étouffent dans un bureau. Il serait donc parti, mais après avoir ouvert les fenêtres de la CGT, renouvelé l'air, huilé les rouages et les contacts avec les fédérations et les unions départementales, chassé les résidus des petites querelles d'une génération de militants. Il aurait pu s'en aller. Son passage aurait marqué. Peut-être son passage aurait-il permis aux espérances d'après Amiens de se réaliser. Evidemment Niel devait lever le siège assez vite. Cette fois, le candidat révolutionnaire, Jouhaux, devait retrouver la majorité normale. Seulement, Jouhaux, ce n'était pas Nicolet. Longtemps, c'est-à-dire plusieurs années, il apparut dans l'ombre de Griffuelhes et comme son porte-parole. Mais assez de récrire l'histoire. Il est déjà assez difficile de la comprendre.

Autant qu'il me souvienne, nous étions nombreux à refuser de croire aux mauvais jours. Les déboires, même les échecs, ne nous abattaient pas. Ils nous fouettaient plutôt. Qui aurait osé prévoir ce grand redressement du Pas-de-Calais en fin 1905 ? Je me disais qu'on ne verrait pas avant longtemps de grande grève des mineurs. Moins de six mois après, la grève soulevait le Nord et le Pas-de-Calais. Il est vrai qu'il avait fallu la catastrophe de Courrières pour soulever les mineurs. Mais la condition ouvrière n'est-elle pas tissée de petites et de grandes catastrophes ? Nos déboires n'étaient-ils pas le résultat de l'inexpérience et quelquefois de fautes personnelles ? En tirer la leçon nous paraissait facile. Fécond aussi.

Par exemple l'échec du quotidien syndicaliste La Révolution. Il était clair pour ceux qui avaient vécu cette expérience qu'un tout autre résultat aurait pu être obtenu. Au lieu de mourir au bout de quarante jours, La Révolution aurait pu connaître une longue vie. Pouget était parti avec trop peu d'argent, sans doute, mais il avait pris trop de travail sur ses épaules. Peut-être ses épaules étaient-elles déjà fatiguées ? Peut-être notre vieux Père Peinard ne voyait-il plus aussi juste que dans sa belle période ? Ne s'imaginait-il pas que les ouvriers parisiens attendaient avec impatience un quotidien syndicaliste et qu'ils se jetteraient dessus sitôt qu'on leur en présenterait un, si mal fagoté fût-il ? Il est probable que Pouget, après une dizaine d'années passées à la CGT à faire La Voix du peuple, l'hebdomadaire confédéral ressentait le besoin d'un autre milieu, d'une atmosphère moins lourde. Rien de tel qu'une permanence syndicale pour vous ronger un homme et l'amener à dire oui-oui malgré lui. Ce qui me le fait penser, c'est l'accueil que nous fit Pouget, à Dunois et à moi, un jour que nous avons poussé la porte de son bureau pour lui faire une proposition que nous jugions importante. Il avait confié l'administration de La Révolution à un vieux camarade, ami personnel, comptable de métier d'ailleurs, Moreau-Montéléon. Très vite, il était apparu que le pauvre vieux Moreau-Montéléon n'était plus de taille à assurer une pareille tâche. Si bien qu'à la nouvelle de la démission de Griffuelhes du secrétariat confédéral nous avons pensé : "Et si Griffuelhes prenait l'administration de La Révolution ?" Evidemment, Dunois et moi, nous pensions qu'il possédait les qualités d'un administrateur. On peut être un bon tacticien, un excellent stratège de la lutte ouvrière sans pour cela avoir des qualités d'administrateur.

C'est peut-être assez courant qu'un permanent syndical se croie bon à tout. Il est appelé à toucher à tout, mais cela ne suffit fichtre pas à lui donner toutes les capacités. Nous venions donc dire à Pouget: "Pourquoi ne demanderais-tu pas à Griffuelhes de prendre l'administration du journal, Moreau-Montéléon aurait assez de travail avec sa comptabilité ?" Qu'est-ce que nous avons dit là ! A quoi pensions-nous ? Pouget, toujours cordial avec nous, se contracta, se gela. Pas un mot. Visage fermé. Un refus et un refus inexplicable. Rudement surpris, nous nous retirions avec l'impression que Pouget, en quittant La Voix du peuple, avait peut-être voulu quitter Griffuelhes et échapper à sa domination. Et voilà que nous voulions l'y ramener. Dunois et moi, nous n'en revenions pas. En outre, Pouget n'allait-il pas voir là un coup monté ? Entre nous, un nuage venait de s'établir. Pouget se devait de nous faire confiance. Toujours il nous avait donné ses explications. Pas cette fois.

Une semaine plus tard il me demandait de prendre le secrétariat de rédaction de La Révolution, laissant à quelqu'un d'autre la rubrique du mouvement social. Cette rubrique qui me bottait serait confiée à quelqu'un qui ne me paraissait pas capable de la bien tenir. Le secrétariat de rédaction m'effrayait. En d'autres temps, Pouget m'aurait aisément fait comprendre qu'il fallait avant tout le soulager, lui car il s'était chargé un peu follement de ce secrétariat. Epuisé - mais ne le disant pas ; il est vrai que j'aurais bien dû le voir moi-même, comment aurait-il pu assumer outre le travail de coordination de direction, veiller à tout, rédiger chaque jour un éditorial ? Je n'avais pas digéré le refus qu'il nous avait opposé à Dunois et à moi. Je ne pouvais comprendre les difficultés de toutes sortes qui l'écrasaient. Il se taisait, même à nous, ses plus proches amis. Il avait pourtant l'habitude de me parler avec franchise, c'est-à-dire sans prendre de gants. Je lui dois d'ailleurs une inestimable leçon de journalisme. Je vais la raconter. C'était le premier soir de la grève des téléphonistes. Je rapplique en vitesse, un peu tard, et je me mets à tomber le compte rendu de cette journée de grève. Il vient chercher ma copie et me demande ce que la grève offre de saillant. Le porte-plume en l'air, je lui sers le mot fameux de Simyan, le ministre des PTT s'amenant en courant dans la grande salle de la rue du Louvre et criant aux dames téléphonistes qui avaient lâché leurs appareils : a Tas de putains, vous allez reprendre le travail ! Et Pouget de me dire : "Tu as rapporté ça dans ton titre ?" Un peu interloqué, je réponds: "Non."- "Bougre d'imbécile! Tu aurais dû même venir me dire ça en arrivant. On avait là une bonne manchette pour le canard." J'avais bêtement reculé devant les gros mots du ministre radical, au lieu de sauter dessus et de leur faire un sort. C'est à coup sûr la meilleure leçon de journalisme que j'aie jamais reçue. J'en ai toujours su gré à Pouget.

Je m'écarte beaucoup de La Vie ouvrière. Apparemment tout au moins. Soyez tranquilles, j'y reviens. Mais un souvenir en déclenche un autre, beaucoup d'autres. Difficile de résister à les raconter. Et puis des anecdotes de ce genre en apprennent peut-être plus que de grands discours sur l'atmosphère du moment.

L'échec de La Révolution n'entamait pas ma conviction qu'un quotidien syndicaliste était parfaitement viable. Il l'entamait si peu que je fus des plus ardents à pousser à la fondation de La Bataille syndicaliste deux ans après.

Comment La Révolution aurait-elle pu éviter l'échec ? D'abord, Pouget était parti avec trop peu d'argent. On sait, ou on ne sait plus, que Charles Malato avait eu la surprise d'hériter d'une centaine de mille francs d'un vieux camarade inconnu. Il avait dit alors à Pouget, dont il savait que l'idée d'un quotidien révolutionnaire était le grand rêve : "Je te donne ces cent mille francs pour faire ton quotidien." Malheureusement, le pauvre Malato était aux prises avec de graves difficultés matérielles. Il n'était plus attaché à la rédaction de L'Aurore. A la maison, il avait une compagne infirme. De telle sorte qu'au lieu de cent, c'est seulement trente, peut-être vingt mille qu'il remit à Pouget. Je ne sais exactement. Pouget restait muet sur ses embêtements. Ferrer, puis Louzon avaient pu chacun apporter dix mille francs, peut-être davantage. C'était insuffisant. De plus, la préparation du lancement avait été affreusement négligée. C'est la veille de la sortie du premier numéro qu'on avait reçu l'affiche dessinée

par Grandjouan. Pas du meilleur Grandjouan, d'ailleurs. Impossible de procéder à temps à son affichage. Comme équipe de rédaction, le seul fait que Pouget s'était chargé du secrétariat de rédaction montre combien il avait tenu à resserrer les frais du canard. Au risque de se crever. Pas au risque, avec la certitude. Tout en bâclant la besogne. Le premier soir, au matin plutôt, à l'imprimerie, en nous séparant, je lui disais : "Nous avons raté notre premier numéro. "Mais non, mais non", me répondait-il. Mais, dans la matinée, le facteur me réveillait. C'était un pneu de Pouget : "Tu avais raison. Amène-toi vite qu'on tâte de rattraper ça." Ainsi partie, trop peu d'argent, mal lancée, mal administrée, mal rédigée, La Révolution ne pouvait faire de vieux os. Cela ne prouvait qu'une chose, c'est qu'on s'y était mal pris.

C'est précisément au lendemain de ces quarante jours que je formai le projet de La Vie ouvrière revue. Je me trouvais sur le sable, bien entendu. Cela ne m'inquiétait pas. Le syndicat des correcteurs, avec Albin Villeval, était toujours là. Pour un coup, ma pensée allait ailleurs.

L'échec piteux de La Révolution n'était guère fait pour réchauffer l'atmosphère confédérale. On ne pouvait rester sur cette petite, mais cuisante défaite. J'étais frappé par diverses lacunes et faiblesses du mouvement. Manque de militants, de bons militants ayant de la jugeote et de la flamme. Il ne s'en formait pas. Le ruisseau anarchiste se tarissait. Le fleuve socialiste n'en fournissait plus guère. L'allemanisme avait donné ce qu'il pouvait donner ; il était mort. Les jeunesses syndicalistes, à Paris au moins, avaient causé une déception ; elles avaient plus dévoyé de jeunes, et parmi ceux qui avaient du tempérament, qu'elles n'en avaient formé. Déjà, on sentait que le flot avait amené en bien des endroits plus d'hommes cherchant à faire carrière qu'à s'embarrasser d'idées. Il importait de réagir. Et vite. Avant de penser aux grands effectifs - on dirait aux masses aujourd'hui -, il fallait porter son attention sur les militants et travailler pour eux.

Comment cela ? Avec Merrheim, avec Picart, avec Dunois, avec Delaisi, on avait envisagé la publication d'une série de brochures. Des brochures répondant aux divers besoins du mouvement. Des exposés sur les principes du socialisme tel que nous le comprenons. Des études sur chaque grande question du moment. Des monographies par industrie ; les politiciens pouvaient dédaigner l'aspect économique des problèmes, le syndicalisme au contraire avait besoin de savoir quel patronat il avait en face de lui, comment lutter maintenant avec plus de chances de succès et comment se préparer à diriger demain l'économie, industrie par industrie, une fois la révolution faite. Nous pensions à donner forme à ce projet et à tenter de le réaliser.

Mais voilà que deux revues qui avaient accompli un travail sérieux viennent à disparaître. Les Pages libres sont absorbées par La Grande Revue. La vieille équipe formée au temps des universités populaires s'était disloquée. Charles Guieysse s'était retiré. Maurice Kahn et Georges Moreau étaient découragés. Il y avait de quoi. Avec ses sept mille abonnés, la revue pouvait vivre, bien sûr, mais le coeur n'y était plus. Le dreyfusisme n'était plus qu'un souvenir. A côté, Le Mouvement socialiste traversait une grave crise. Le trouble de la CGT avait jeté le désarroi parmi ceux qu'on appelait, qui s'appelaient, les socialistes syndicalistes. Ajoutez le départ d'Edouard Berth et de Georges Sorel, longtemps collaborateurs importants du Mouvement socialiste, qui s'en allaient coqueter avec l'Eglise et l'Action française. Hubert Lagardelle passait la main à Séverac, de plus stricte obédience socialiste, et s'apprêtait à de lointains voyages. Une boutade éclaire l'état d'esprit dans lequel il se trouvait : "Le socialisme m'a tout pris, mes illusions, ma petite fortune, jusqu'à ma femme.

Toutes ces disparitions, après la mort de La Révolution, creusaient un grand vide, préjudiciable au mouvement. Il fallait se dépêcher de le combler. C'est ce qui finit de me faire sauter du projet de brochures à celui d'une revue nettement syndicaliste. Elle allait s'appeler La Vie ouvrière, reprenant le titre d'un livre de Pelloutier. C'est Harmel, je crois bien, qui proposa ce titre. Harmel, alors, était de nos amis ; il collaborait à La Guerre sociale, mais ne s'y sentait pas à l'aise ; l'aventurisme insurrectionnel ne lui disait rien.

Une autre chose finit peut-être de me décider. Il faut que je confesse que je me trouvais à un carrefour décisif de ma vie. J'en avais assez de la vie de bohème que je menais depuis mon abandon du pioncat et ma venue à Paris en 1902. J'avais pas mal vagabondé les dernières années : 1905, dans le Pas-de-Calais, pour y remplacer Benoît Broutchoux à L'Action syndicale de Lens durant un emprisonnement de Benoît, petit séjour en plus à la prison de Béthune, puis à celle de Douai ; 1906, de nouveau dans le Pas-de-Calais pour la grève des mineurs après la catastrophe de Courrières, revisite à la prison de Béthune pour l'affaire du complot ; 1907, à Amsterdam, pour le congrès anarchiste international, où Cornelissen m'avait entraîné faute de pouvoir y emmener des anarchistes de la CGT autrement connus comme Pouget et Yvetot ; 1908, passage en Suisse pour échapper à la prison après les événements de Villeneuve-Saint-Georges. toutes ces randonnées, et par là-dessus l'expérience de La Révolution, me donnaient un impérieux besoin de me fixer, d'avoir enfin un foyer.

A ce moment précis, je rencontrai chez les Dunois une jeune personne qui m'attira. Plusieurs jours de suite, je montai chez Dunois. Nous venions tous deux de vivre les quarante jours de La Révolution, nous nous trouvions libres et sans travail, mais pas sans besoin de ruminer cette sotte expérience. a Monatte vient souvent vous voir ? n, disait un jour la jeune personne à Antoinette Dunois qu'elle aidait à des travaux de couture. "On ne l'a jamais tant vu ; je ne sais trop ce qu'il y a n, répondait la fine Antoinette qui avait fort bien senti que je ne venais pas seulement pour bavarder avec son Amédée. Elle se demandait si je ne venais pas aussi souvent pour voir plutôt sa jeune couturière. Elle ne se trompait pas. Le temps était venu pour moi de fonder enfin un foyer. Et, du même coup, me mettre à une tâche régulière et sérieuse. Pas de doute, si je ne m'étais pas marié, je n'aurais pas trouvé le courage d'entreprendre La Vie ouvrière. Je me le suis dit souvent. Ajoutant même que si j'avais eu des enfants j'aurais eu plus de courage encore et abattu plus de besogne.

Ce n'est pas tout de faire un projet. Il faut le réaliser, en rassembler les moyens. Avec quels fonds partir ? Avec quels camarades, plus ou moins habitués à penser et à travailler ensemble, former la petite équipe rédactionnelle et administrative ? Sur quels appuis compter à la CGT et dans les syndicats, aux environs aussi ? Pas seulement à Paris, mais en province et à l'étranger.

D'abord, quels fonds ? Il en fallait suffisamment. Pas tellement, pourtant. Assez pour partir. Naturellement, je n'avais pas un sou en poche. Pas question d'en demander aux organisations. L'idée ne m'en est jamais venue. Alors, à qui s'adresser ? Il y avait deux hommes en qui j'avais confiance et qui m'avaient témoigné de l'amitié : le père Guillaume et Charles Guieysse. Notre vieux James Guillaume, le fondateur de la Fédération jurassienne de célèbre mémoire, venait de terminer ses Souvenirs de la 11, Internationale. Il voulait non seulement revivre les belles années de son passé, mais il voyait dans le syndicalisme révolutionnaire le continuateur et l'héritier de la Ire Internationale. Quant à Charles Guieysse, la vie l'avait retiré de Pages libres et transporté dans les affaires, mais il gardait plus que de la curiosité, de la sympathie pour le syndicalisme. Je me devais de faire part de mon projet à ces deux hommes.

Quelle somme fallait-il au départ ? Je fis quelques calculs. Il s'en dégagea qu'avec 1200 abonnés à 10 francs le budget devrait être équilibré. Mais pour réunir ces 1200 abonnés il faudrait bien deux années, 800 la première, 1 200 au bout de la seconde. D'où un déficit d'environ 3 000 francs la première année et de 2 000 francs la seconde. Singulier calcul, diront les gens d'expérience. Le déficit est une chose, les fonds de roulement en sont une autre. Je m'en aperçus d'ailleurs par la suite. Comment trouver les 3 000 francs de la première année ? On aurait le temps de voir pour la deuxième année.

Le père Guillaume, que je vis le premier, se montra enchanté de mon projet. Il me dit de l'inscrire pour 1 000 francs, mais qu'il pressentirait quelques amis. Peu de semaines après, il me remettait 600 francs de la part de Charles Keller, l'auteur de la Jurassienne, l'hymne de la Ière, Internationale, Keller que les camarades de Nancy connaissaient bien et à qui ils devaient leur Maison du peuple ; puis 500 francs d'Otto Karmin, un camarade genevois qui avait publié quelque temps avant une traduction de

L'Anarchisme d'Elzbacher.

Comme collaboration, Guillaume me dit de compter sur lui de toutes les façons, c'est-à-dire ce qu'il pouvait écrire, mais aussi demander à ses amis de divers pays. Je ne devais pas hésiter en outre à le charger de traductions.

Guieysse, à qui j'avais écrit, me demanda de venir le prendre à son bureau ; on déjeunerait dans le voisinage et là je lui exposerais mon projet. Résultat : promesse de 1 000 francs qui devaient se changer en 1 300, reliquat d'une somme qui devait lui revenir à la liquidation de Pages libres, mais seulement plusieurs mois plus tard. Sur quelles collaborations je tablais ? Côté syndical, côté en marge. Du côté syndical, j'avais les meilleures promesses. Du côté en marge, je pouvais compter sur mes camarades du congrès anarchiste d'Amsterdam Dunois et Fuss-Amoré ; chez les socialistes syndicalistes, sur Louzon et Boulay. Sur quelques autres, plus en marge ou moins classables, comme le Dr Lafontaine, l'animateur des nouveaux syndicats de médecins, sur l'architecte Léon Clément, qui s'occupait des groupes d'enfants, sur Francis Delaisi qu'il connaissait bien puisqu'il avait collaboré longtemps à Pages libres. A propos de certains noms, Guieysse me fit quelques remarques assez dures qui me surprisent, ce que je lui dis, on le pense bien ; quelques années plus tard, je devais trouver légères ces remarques.

A Pages libres même, Maurice Khan me remet 300 francs et Georges Moreau 200. Les 3 000 francs nécessaires étaient réunis, dépassés même. Quelques amis devaient en outre verser 10 ou 20 francs par mois pendant quelque temps. Paré du côté argent, comment organiser le travail ?

Partir à deux, l'un à la cuisine de rédaction, l'autre à l'administration, pas moyen d'y compter. J'assurerais les deux, avec un salaire égal à celui que j'aurais obtenu comme correcteur, celui des typos, puisque la grande idée de Villeval pour rebâtir le syndicat des correcteurs avait été d'aligner les correcteurs sur le tarif typo. Ainsi, un seul salaire. Un petit loyer de 250 francs l'an. Tout allait marcher comme sur des roulettes.

Le rassemblement des collaborateurs était mieux que facile, vraiment chaud. "Jamais tu ne trouveras la copie suffisante pour boucler deux numéros de 64 pages par mois", m'avaient dit certains. Cela leur paraissait d'autant plus difficile que la copie ne serait évidemment pas payée. Surtout que d'aucuns, comme Delaisi, n'avaient pour vivre que leur collaboration ici et là. Malgré cela, je rabattis trop de copie, et de bonne copie. Si bien que je fus entraîné à faire trop tôt des numéros de 80 et de 96 pages.

Sans se faire prier, Griffuelhes, Jouhaux, Yvetot m'avaient promis leur collaboration. Merrheim aussi naturellement, et Picart et Nicolet du bâtiment, Garnery, de la bijouterie, Voirin des cuirs et peaux, Dumas, de l'habillement, Lapierre, le secrétaire de l'UD de Seine-et-Oise, mes vieux camarades du Nord, Delzant, maintenant secrétaire fédéral des verriers, Dumoulin, des mineurs. En faisant la bourse du travail pour La Révolution pendant ses quarante jours, j'avais mieux connu les jeunes militants des syndicats parisiens. Un Fiancette, qui faisait démarrer, non sans étincelles, le syndicat des chauffeurs d'autos, si content de la façon dont j'avais suivi l'une de ses premières grèves, avait même manigancé avec Sembat mon entrée à la vie sociale de L'Humanité, à côté de Tesche, ce qu'il m'était impossible d'accepter en bon anarsyndicaliste que j'étais. On ne peut s'imaginer la floraison de militants dans le bâtiment d'alors. Chez les terrassiers, Le Dû venait de succéder à Perault, l'admirable Didier du Didier, homme du peuple de Maurice Bonneff. que nous sommes inexcusables d'avoir laissé tomber dans l'oubli ; chez les maçons, chez les peintres, chez les menuisiers, chez les charpentiers, les militants avaient jailli de manière surprenante. Et des jeunes prêts à toutes les besognes. "Il n'y a pas de syndicat du bâtiment dans telle ville de province, je vais y envoyer un de mes jeunes travailler là-bas", disait Duchêne, le secrétaire des peintres, et six mois plus tard un syndicat vivant y existait. J'avais fait signe évidemment à Normand et à Mangin, les plus tenaces des typos, qui menaient la lutte oppositionnelle dans le livre depuis dix ans. Dans l'enseignement, j'avais trouvé tout de suite Maurice Dubois, notre grand Dubois, instituteur dans le XIXe, que Ferrer avait chargé de s'occuper de l'édition française de

L'Ecole rénovée ; aussi Albert Thierry, qui devait nous donner tant d'études solides qu'on a pu en les réunissant faire un beau livre ; et des camarades de province, Georges Airelle. des Vosges, Borit, des Deux-Sèvres, qui figurait au sommaire du premier numéro sous le pseudonyme de J. Picton.

J'avais été voir Murmain, un vieux camarade anarchiste cloîtré à la chambre par la perte de la vue ; il avait tout un groupe de jeunes autour de lui ; il devait nous prêter l'un d'eux, Lantz. probablement pas le meilleur. Que je revienne sur le Dr Lafontaine, le metteur en branle du syndicalisme des médecins, qui nous a tant aidés et dont nous n'avons pas maintenu le souvenir comme nous l'aurions dû en réunissant ses principales études. Peut-être auraient-elles influencé ce grand corps sans âme qu'est le mouvement syndical des médecins aujourd'hui.

On sera étonné de ne pas voir figurer ici le nom de Rosmer. C'est qu'il nous a rejoints quelques mois après. Il s'amena un jour rue Dauphine en compagnie de Dunois. On s'était connus quelques années avant au groupe des ESRI (Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes), puis perdus de vue. Le mois d'après, sous son nom, Alfred Griot, il parlait de la fameuse pièce de Paul Bourget, La Barricade. Grâce à sa connaissance de l'anglais, il devait nous aider grandement à suivre le mouvement en Angleterre et aux Etats-Unis. On le retrouvera d'ailleurs plus loin.

On le voit La Vie ouvrière disposait au départ d'un milieu assez large. Ce ne fut pas une petite affaire que de préparer son lancement par l'envoi du premier numéro à de nombreux abonnés possibles. Je reprenais là une méthode de Pages libres. Il s'agissait de trouver les noms de ces abonnés possibles. Pas une petite affaire. Nos camarades avaient la consigne d'établir leur propre liste. Parmi les plus longues, je me rappelle celle de Merrheim et celle de Robert Desailly, que j'avais vu arriver tout jeune à l'administration de Pages libres. Notre premier numéro, du 5 octobre 1909, fut envoyé à 5 000 possibles. Ce n'est pas rien que 5 000 fiches à faire, puis 5 000 étiquettes. A quelques-uns, Desailly, Voirin, Fuss et ma moitié, nous y arrivâmes. Un tel travail indispensable n'a pas beaucoup d'amateurs. Il est plus facile de bavarder et de discuter que de trimer ainsi.

C'est à la maison que le travail fut fait. Le local de la revue n'était pas prêt. Il n'était pas brillant, ce local du 42, rue Dauphine. Une pièce au premier sur la cour, pas trop claire, mais j'avais de bons yeux en ce temps-là. Dervaux, un camarade architecte, en venant s'abonner, fit la grimace sur notre local. De lui-même il chercha dans le voisinage. Il connaissait la fille de l'éditeur du Dictionnaire La Châtre. Elle avait accueilli dans ses locaux Les Hommes du jour et Les Portraits de Fabre. Elle pouvait encore nous prendre. Nous aurions de la place, de la lumière, sans perdre la moindre parcelle d'indépendance. Je remerciai Dervaux et le chargeai de remercier l'excellente dame. Nous étions ombrageux, un peu sauvages. Trop peut-être.

Mes calculs sur le budget étaient-ils raisonnables ? La Vie ouvrière, avec deux numéros de 64 pages par mois, sur papier potable, avec une couverture, bouclerait-elle avec 1 200 abonnés à 10 francs l'an ? Ces 1 200 abonnés pouvaient-ils être rassemblés en deux ans ? Pour quelques amis, mes prévisions étaient chimériques. Cornelissen notamment, qui avait une certaine expérience, prétendait qu'en France une revue de caractère socialiste ne pouvait atteindre les 1200 abonnés. La Revue socialiste n'avait jamais dépassé les 300 ; Le Mouvement socialiste était monté à 700, mais n'avait pu s'y maintenir ; Albert Thomas avait mis trois ans pour grouper 605 abonnés autour de La Revue syndicaliste. Je lui opposais, sans le convaincre, que Pages libres avait dépassé les 7 000. La plupart des camarades étaient indécis. L'important, c'était de faire l'effort nécessaire. On verrait bien. Il fallait tenter la chance. Arriver à vivre par ses seuls abonnements, rendre au mouvement les services envisagés, cela montrerait, sur un terrain évidemment secondaire, de quoi était capable le syndicalisme.

Dès la fin du premier trimestre (octobre-décembre 1909), La Vie ouvrière marchait d'un bon pas. Elle finissait l'année avec 5 50 abonnés. C'était encore peu.

On peut s'imaginer la floraison de militants dans le bâtiment d'alors. Chez les terrassiers, Le Dû venait

de succéder à Perault, l'admirable Didier du Didier, homme du peuple de Maurice Bonneff. que nous sommes inexcusables d'avoir laissé tomber dans l'oubli ; chez les maçons, chez les peintres, chez les menuisiers, chez les charpentiers, les militants avaient jailli de manière surprenante. Et des jeunes prêts à toutes les besognes. "Il n'y a pas de syndicat du bâtiment dans telle ville de province, je vais y envoyer un de mes jeunes travailler là-bas", disait Duchêne, le secrétaire des peintres, et six mois plus tard un syndicat vivant y existait. J'avais fait signe évidemment à Normand et à Mangin, les plus tenaces des typos, qui menaient la lutte oppositionnelle dans le livre depuis dix ans. Dans l'enseignement, j'avais trouvé tout de suite Maurice Dubois, notre grand Dubois, instituteur dans le XIXe, que Ferrer avait chargé de s'occuper de l'édition française de L'Ecole rénovée ; aussi Albert Thierry, qui devait nous donner tant d'études solides qu'on a pu en les réunissant faire un beau livre ; et des camarades de province, Georges Airelle, des Vosges, Borit, des Deux-Sèvres, qui figurait au sommaire du premier numéro sous le pseudonyme de J. Picton.

J'avais été voir Murmain, un vieux camarade anarchiste cloîtré à la chambre par la perte de la vue ; il avait tout un groupe de jeunes autour de lui ; il devait nous prêter l'un d'eux, Lantz, probablement pas le meilleur. Que je revienne sur le Dr Lafontaine, le metteur en branle du syndicalisme des médecins, qui nous a tant aidés et dont nous n'avons pas maintenu le souvenir comme nous l'aurions dû en réunissant ses principales études. Peut-être auraient-elles influencé ce grand corps sans âme qu'est le mouvement syndical des médecins aujourd'hui.

On sera étonné de ne pas voir figurer ici le nom de Rosmer. C'est qu'il nous a rejoints quelques mois après. Il s'amena un jour rue Dauphine en compagnie de Dunois. On s'était connus quelques années avant au groupe des ESRI (Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes), puis perdus de vue. Le mois d'après, sous son nom, Alfred Griot, il parlait de la fameuse pièce de Paul Bourget, La Barricade. Grâce à sa connaissance de l'anglais, il devait nous aider grandement à suivre le mouvement en Angleterre et aux Etats-Unis. On le retrouvera d'ailleurs plus loin.

On le voit La Vie ouvrière disposait au départ d'un milieu assez large. Ce ne fut pas une petite affaire que de préparer son lancement par l'envoi du premier numéro à de nombreux abonnés possibles. Je reprenais là une méthode de Pages libres. Il s'agissait de trouver les noms de ces abonnés possibles. Pas une petite affaire. Nos camarades avaient la consigne d'établir leur propre liste. Parmi les plus longues, je me rappelle celle de Merrheim et celle de Robert Desailly, que j'avais vu arriver tout jeune à l'administration de Pages libres. Notre premier numéro, du 5 octobre 1909, fut envoyé à 5 000 possibles. Ce n'est pas rien que 5 000 fiches à faire, puis 5 000 étiquettes. A quelques-uns, Desailly, Voirin, Fuss et ma moitié, nous y arrivâmes. Un tel travail indispensable n'a pas beaucoup d'amateurs. Il est plus facile de bavarder et de discuter que de trimer ainsi.

C'est à la maison que le travail fut fait. Le local de la revue n'était pas prêt. Il n'était pas brillant, ce local du 42, rue Dauphine. Une pièce au premier sur la cour, pas trop claire, mais j'avais de bons yeux en ce temps-là. Dervaux, un camarade architecte, en venant s'abonner, fit la grimace sur notre local. De lui-même il chercha dans le voisinage. Il connaissait la fille de l'éditeur du Dictionnaire La Châtre. Elle avait accueilli dans ses locaux Les Hommes du jour et Les Portraits de Fabre. Elle pouvait encore nous prendre. Nous aurions de la place, de la lumière, sans perdre la moindre parcelle d'indépendance. Je remerciai Dervaux et le chargeai de remercier l'excellente dame. Nous étions ombrageux, un peu sauvages. Trop peut-être.

Mes calculs sur le budget étaient-ils raisonnables ? La Vie ouvrière, avec deux numéros de 64 pages par mois, sur papier potable, avec une couverture, bouclerait-elle avec 1 200 abonnés à 10 francs l'an ? Ces 1 200 abonnés pouvaient-ils être rassemblés en deux ans ? Pour quelques amis, mes prévisions étaient chimériques. Cornelissen notamment, qui avait une certaine expérience, prétendait qu'en France une revue de caractère socialiste ne pouvait atteindre les 1200 abonnés. La Revue socialiste n'avait jamais dépassé les 300 ; Le Mouvement socialiste était monté à 700, mais n'avait pu s'y maintenir ; Albert

Thomas avait mis trois ans pour grouper 605 abonnés autour de La Revue syndicaliste. Je lui opposais, sans le convaincre, que Pages libres avait dépassé les 7 000. La plupart des camarades étaient indécis. L'important, c'était de faire l'effort nécessaire. On verrait bien. Il fallait tenter la chance. Arriver à vivre par ses seuls abonnements, rendre au mouvement les services envisagés, cela montrerait, sur un terrain évidemment secondaire, de quoi était capable le syndicalisme.

Dès la fin du premier trimestre (octobre-décembre 1909), La Vie ouvrière marchait d'un bon pas. Elle finissait l'année avec 5 50 abonnés. C'était encore peu, mais il ne faisait pas de doute que les 800 seraient atteints et même dépassés au bout des douze premiers mois.

Elle s'était affirmée dès le premier numéro face au cabinet Briand, par un article de Griffuelhes : "La Leçon du passé". Millerand avait échoué dans sa tentative de domestication des syndicats, Briand ne réussirait pas mieux. Dans le numéro du 20 décembre, à propos de l'adhésion de l'American Federation of Labor au Secrétariat syndical international, j'avais rendu compte de la conférence internationale qui s'était tenue à Paris en août-septembre, où la CGT, soutenue par Gompers et l'AFL, avait posé de nouveau la question des congrès syndicaux internationaux. J'avais montré que, sous l'influence de la social-démocratie, le Secrétariat syndical international continuait à faire fi de l'internationalisme ouvrier.

Sur le grand événement de l'époque, l'affaire Ferrer, nous avons publié quatre articles de Delaisi, sous le pseudonyme de Cratès : 1. "Les Dessous financiers de la guerre du Maroc" ; 2. "L'Insurrection de Barcelone" ; 3. "La Répression de Barcelone" ; 4. "L'Affaire Ferrer."

Merrheim avait donné deux études : "L'Accaparement de la houille blanche" et "Les Soudeurs bretons". Louzon, une sur "Le Trust du matériel des usines à gaz". A propos des grèves du moment, une étude de Schmitz sur la dernière grève des maçons parisiens, suivie d'une discussion avec Pierrot sur le contrat collectif signé par les maçons et comportant la fin du tâcheronnat. Enfin une remarquable monographie de la grève des boutonnières de l'Oise par Platel.

Les problèmes de l'école avaient été abordés par J. Picton avec les programmes de l'Enseignement au congrès de Nancy des amicales - cette question de l'adaptation des programmes aux besoins de la classe ouvrière qui mériterait d'être reprise tous les dix ans. Albert Thierry avait donné le 5 décembre sa première "Lettre de Vosves" sur l'action directe en pédagogie. Léon Clément avait parlé des groupes de pupilles dans les milieux ouvriers, les syndicats et les coopératives.

Au cours de ce premier trimestre, La Vie ouvrière avait aidé la minorité des cheminots à prendre figure dans le syndicat national dont Guérard avait fait l'un des bastions du réformisme

Poitevin, qui venait de démissionner du secrétariat de ce syndicat, avait tracé dans ce numéro du 5 novembre un tableau d'ensemble de la crise qui secouait son organisation, particulièrement depuis la grève des postiers et la promesse formelle de soutien apportée par Guérard à un meeting des grévistes, promesse non tenue. Maximilienne Biais, dans le numéro du 5 décembre, à propos d'une grève au Bazar de l'Hôtel de Ville, avait montré les remous de l'action dans une corporation réputée réformatrice. Le 20 octobre, Normand avait rendu compte du congrès des maîtres imprimeurs qui venait de décider la constitution d'une caisse de grève patronale.

Le mouvement international n'avait pas été négligé. Pour la première fois apparaissait une signature qu'on devait souvent revoir dans nos pages, celle de Tom Mann, le grand militant révolutionnaire des trade-unions anglaises, au bas d'un article sur les syndicats d'industrie en Australie, d'où il revenait. A. Nielsen avait relaté la grève générale de Suède ; Takashi avait présenté une esquisse du mouvement syndical au Japon; Dunois résumé une brochure de Rakovsky sur la Roumanie des boyards.

En somme, nos six premiers numéros n'avaient pas causé de déception. Tout au contraire. On pouvait aborder 1910 avec confiance, avec entrain.

L'année 1910 allait être marquée par le congrès confédéral de Toulouse, par l'affaire Durand, par la campagne contre les retraites ouvrières, mais surtout par la grande grève des cheminots.

Depuis leur tentative infructueuse de 1898, les cheminots n'avaient plus osé recourir à la grève. Leur secrétaire, Guérard, était sorti de cette défaite les reins cassés ; l'ancien propagandiste de la grève générale était devenu réformiste et avait figuré parmi les millerandistes les plus avérés ; il ne faisait pas mystère, lui pourtant assez mystérieux, de ses relations avec son ancien camarade Briand. Les compagnies de chemins de fer constituaient l'une des puissances capitalistes les plus réactionnaires. Les Rothschild avaient non seulement la haute main sur la Compagnie du Nord, mais des intérêts dans la plupart des autres compagnies. Pour entrer au chemin de fer, comme on disait à la campagne, pas de meilleure recommandation que celle du curé.

Depuis quelques années, pourtant, une opposition harcelait Guérard. Nous avions montré en fin 1909, par l'étude de Poitevin, quelle crise travaillait le syndicat national des cheminots. Le problème des salaires était à la base de cette crise. La revendication principale des cheminots était le salaire journalier de cent sous. Guérard n'appelait jamais Bidamant, l'un des militants de l'opposition, que "le sous-chef de bureau Bidamant". Pauvre sous-chef de bureau à 139 francs par mois ! La grève des postiers devait pousser les cheminots à la lutte. Guérard l'avait si bien senti qu'à un grand meeting des postiers à l'Hippodrome il avait formellement promis le renfort des cheminots.

Promesse restée en l'air. Pourquoi? Pauron, le secrétaire des ouvriers des lignes, devait poser devant le Comité confédéral cette question : "Qu'allait faire Guérard au ministère, au lendemain du meeting de l'Hippodrome ?" Guérard n'avait pas donné de réponse.

La température était montée de mois en mois. Déjà à ut, congrès extraordinaire en décembre 1909, Guérard avait dû abandonner la direction du syndicat. Mais les cheminots n'avaient pas réussi à prendre en main réellement leur organisation. Le frère de Renaudel, non cheminot pourtant, restait à la tête de l'administration du syndicat ; les éléments socialistes y restaient prépondérants. Des comités de grève formés par chaque réseau allaient engager l'action. Celui du Nord le 10 octobre, ceux de l'Ouest, de l'Est, du PLM, du PO, du Midi, les jours suivants. Cette grande grève, nous lui consacrons un numéro double dès le 5 novembre pour en dégager les leçons. Un numéro probablement parmi les plus utiles que nous ayons publiés. Félix Dupont, du réseau PO, administrateur du syndicat, concluait ainsi son article sur les revendications des cheminots : Le mouvement aura été une marche d'entraînement. A bientôt les grandes manoeuvres. En 1891, la grève n'avait sorti que 5 à 6 000 cheminots parisiens. En 1898, ce fut l'échec, le désastre. En 1910, nous nous sommes aperçu que nous étions une force, une grande force. Plus forts même que nous ne le pensions. Les compagnies n'attendront pas douze années un nouveau mouvement si elles ne se décident pas à faire aux cheminots une vie moins misérable."

Le congrès confédéral de Toulouse venait tout juste de clore ses travaux quand éclata la grève des cheminots. Forcément cette lutte avec toutes ses conséquences accapara l'attention. D'ailleurs. Le congrès se signala surtout par le point final mis à l'affaire de la Maison des fédérations. Griffuelhes fournit enfin ses explications et triompha aisément des critiques de Lévy et Cie qui avaient empoisonné l'atmosphère syndicale deux années durant. La CGT allait pouvoir repartir du bon pied. Du moins nous le pensions.

La campagne confédérale contre le projet gouvernemental de retraites ouvrières, exactement contre la retraite pour les morts et contre le système de capitalisation, se poursuivait depuis quelques mois. Pour établir le danger du système étatiste de capitalisation, La Vie ouvrière put apporter un argument de poids une longue étude de L. Vignols, un spécialiste des questions maritimes, montra les vols commis par l'Etat au détriment de la Caisse des invalides de la marine. Jaurès avait prétendu dans L'Humanité que c'était une légende. Vignols démontrait, documents à l'appui, l'escroquerie commise par l'Etat du

XVII^e siècle au XX^e. La Vie ouvrière avait épaulé utilement la campagne confédérale. Sans négliger la publication d'études comme celle de Dumoulin sur les Conventions d'Arras ou celle de Delzant sur l'exploitation des enfants dans les verreries, Merrheim soulevait l'affaire de l'Ouenza, la fameuse affaire de l'Ouenza sur laquelle il avait été aiguillé dans de singulières circonstances. Donnant un petit tableau des difficultés de l'action syndicale dans la Meurthe-et-Moselle d'alors, Merrheim s'était rendu à Longwy pour une réunion. Elle ne devait pas se tenir. Un surveillant des usines se tenait en face de la salle un appareil photo à la main. Pas un ouvrier n'avait osé pénétrer à la réunion. Deux camarades qui étaient venus retrouver Merrheim furent renvoyés quelque temps après. Dans le café proche où il attendait, Merrheim avait été abordé par un ingénieur des aciéries. Une altercation avait eu lieu. "Vous venez pour faire une réunion, vous ne la ferez pas. Ce sera demain comme aujourd'hui ; nous sommes les plus forts ... Nous aurons la Meurthe-et-Moselle comme nous le voudrions et plus facilement encore l'Ouenza." C'est ainsi que Merrheim fut mis sur la piste de l'Ouenza, ces mines de fer d'Algérie. Les potentats de l'acier étaient en effet les plus forts et le montraient.

C'est en 1910 encore que se produisit le grand drame de l'affaire Durand. Durand, le secrétaire des charbonniers du port du Havre, que la Transat, à coup de faux témoignages, fit condamner à mort, ce qui dans sa prison rendit fou notre pauvre camarade. Louzon se rendit sur place pour mener l'enquête nécessaire. Géeroms, le secrétaire de l'union locale du Havre, l'avait aidé naturellement dans ses recherches. Louzon signa l'étude du nom de Géeroms. Un détail curieux : le jeune avocat qui défendit Durand, c'était W Coty, qui devait devenir président de la République. Peut-être défendit-il mal Durand ; reste qu'il osa le défendre face à la toute-puissante Compagnie Transatlantique.

La Vie ouvrière avait dépassé en juin, au bout de neuf mois, les 800 abonnés escomptés pour la première année. Elle avait franchi le poteau fixé pour les deux années en quinze mois. Elle aurait dû pouvoir équilibrer dès lors son budget. Tout au moins si mes calculs du début étaient exacts. Ils l'étaient en gros probablement, mais le chapitre des dépenses avait été sous-évalué. Le système des possibles avec recouvrement par la poste était coûteux. Je n'avais pas su résister au besoin de faire des numéros doubles comme pour la grève des cheminots. Plus grave, La Vie ouvrière paraissait chaque fois avec un certain retard, ce qui gênait évidemment le rendement des possibles. Evidemment, ce n'était pas toujours de ma faute. Une première fois, par la force des choses, l'union typographique de Villeneuve-Saint-Georges, qui nous composait, dut arrêter tout travail pendant quinze jours, en raison de l'inondation de la Seine. Ah ! ce retard. Le père Guillaume me l'avait signalé avec insistance. Un mois, notre numéro du 5 lui avait été remis en même temps que La Révolution française d'Aulard qui lui arrivait ponctuellement le 14 du mois depuis vingt ans (en raison du 14 juillet la revue d'Aulard paraissait chaque mois le 14). Certes, il était plus facile à une revue historique, non talonnée par l'actualité, de paraître à date fixe qu'à une revue sociale préoccupée par la lutte et les discussions du mois. La collaboration était plus régulière. Mais surtout il y avait certainement de ma faute. Hier, comme aujourd'hui encore, il m'était difficile d'écrire à froid, c'est-à-dire quand cela ne me chantait pas. Malgré cela, La Vie ouvrière pouvait entamer avec confiance l'année 1911. Une année qui allait être dure pour elle.

Oui, pour La Vie ouvrière, l'année 1911 allait être dure. Pas seulement pour elle ; pour la tendance syndicaliste révolutionnaire aussi ; pour la CGT également. Cela par la fondation de La Bataille syndicaliste et la grave crise qu'elle allait connaître presque tout de suite. Pourtant, à La Vie ouvrière, nous avions bien commencé l'année. Nous avions emménagé au 96, quai Jemmapes, à l'angle de la rue de la Grange-aux-Belles et du quai, entre la bourse du travail et la Grange-aux-Belles. Une boutique et une pièce au-dessus. En bas, dans la boutique, l'administration et le service de librairie ; en haut, la pièce pour la rédaction avec la possibilité d'accueillir les camarades qui avaient quelque chose de sérieux à dire. Désormais, un camarade, H. Lantz, assurerait l'administration et la librairie. Nos charges s'accroissaient donc, en plus du loyer plus élevé. Mais nous commençons l'année avec 1 350 abonnés ; trois mois après, au classement du 5 mars, nous étions à 1607. Bien dépassés, les 1 200 abonnés qui

devaient permettre de boucler le budget !

Nous avions confiance, tellement même que nous avions donné l'hospitalité au journal pour enfants Les Petits Bonshommes. Difficile de refuser ce berceau. Nous avions poussé à la naissance sans prévoir le surcroît de soucis qui en résulterait. Léon Clément pensait à un journal d'enfants, en parlait depuis des mois, peut-être des années. A chaque réunion de la Ligue pour la protection de l'enfance, il en était question. A l'une de ces réunions, à laquelle j'assistais, je fus amené à m'étonner de leur lenteur à sortir de l'indécision. On voudrait bien t'y voir, me répliqua-t-on. Eh bien, voyons. Tel camarade parmi vous travaille chez un clicheur qui est sympathique à nos efforts. Qu'il lui demande donc de vous faire un crédit de trois mois, après tout normal, pour les clichés dont vous auriez besoin. Voulez-vous, en outre, que je demande à Leduc, l'administrateur de l'union typographique, de vous ouvrir un même crédit de trois mois ? Il ne refusera pas, je pense. A vous de trouver un bon cuisinier ou une bonne cuisinière pour le petit canard et quelques dessinateurs. Des camarades aussi pour l'administration et la récolte des abonnements. Peut-être un peu d'argent. Est-ce possible ? Et tous de s'écrier que c'était possible, soulevés par une subite confiance. Après cela, pas moyen de refuser place chez nous aux Petits Bonshommes. Ils eurent pas mal d'ennuis inattendus. Ce n'est pas une petite affaire que de trouver un bon cuisinier pour une telle publication. Mais pouvions-nous ne pas aider Léon Clément et ses copains ?

Nous avons commencé l'année avec "L'Approche de la guerre", de Merrheim, étendue sur quatre numéros. Suivie peu après par une réponse de Laisant : "La Guerre improbable". Mais confirmée par une étude de Domela Nieuwenhuis, le grand militant anarchiste hollandais: "La Guerre anglo-allemande vue de Hollande". Notre point de vue avait été assez mal accueilli de certains côtés. Quelques-uns de ceux qui, la guerre venue, devaient sauter à pieds joints de l'antipatriotisme au jusqu'au-boutisme nous traitaient de défaitistes. Ils ne voyaient pas très loin. Ils ne cherchaient pas à voir. L'Alsace-Lorraine était la seule cause de guerre, pensaient-ils. La course à l'armement naval disputée entre l'Angleterre et l'Allemagne, pour s'assurer le leadership européen, ne les frappait pas. Non plus que les menées tsaristes en Autriche. Ils ne sentaient pas que la bourgeoisie utilisait pour ses propres fins conservatrices la guerre possible, réveillant le nationalisme revanchard et détournant l'esprit populaire de la lutte sociale. C'était laisser la partie belle à nos Poincaré, Millerand et Briand. C'était négliger aussi l'effort internationaliste pratique. Si la rivalité économique anglo-allemande était à la base de la menace de guerre, ainsi que nous le pensions avec Merrheim et Domela Nieuwenhuis, il importait que les deux Internationales, la socialiste et la syndicale, sortissent de leur apathie et que les grandes forces trade-unionistes en Angleterre et social-démocrates en Allemagne agissent sans retard et de toute leur vigueur en cas de risque. Pouvait-on éviter la guerre européenne ? Surtout étant donné les menées d'Isvolsky dans les Balkans et contre l'Autriche-Hongrie ? Il fallait le tenter en tout cas. L'Internationale socialiste n'était pas complètement inactive. C'était bien, mais ce n'était pas tout, de voter la motion Keir Hardie-Vaillant sur la grève générale en cas de guerre. Quant à l'Internationale syndicale, elle restait passive. La lutte contre la guerre n'était pas dans ses attributions. Pourtant, faire tout le possible dans les pays les plus directement intéressés nous paraissait un devoir impérieux. Sans parler du mérite complémentaire de voir les données d'ensemble du problème et de veiller sur les points où le feu pouvait s'allumer. Ainsi l'on serait prémuni contre la surprise au moment critique.

Il fallait ici renforcer le mouvement syndicaliste. Un quotidien lui était indispensable. Au cours de la grève des cheminots. on avait pu mesurer les inconvénients de l'absence d'un quotidien ouvrier. Maintenant que la crise de la Maison des fédérations était finie, la tendance révolutionnaire se sentait assez forte pour reprendre l'idée d'un quotidien syndicaliste révolutionnaire.

Pas question d'un quotidien officiel de la CGT, un quotidien révolutionnaire absolument indépendant. Sans fil à la patte de quelque nature que ce soit. Sans bulletin financier, sans page d'annonces commerciales non plus. Delaisi, depuis plusieurs années, nous avait mis dans la tête que c'est ainsi que

les quotidiens d'avant-garde, ou même les quotidiens socialistes de La Petite République à L'Humanité, avaient perdu leur indépendance et qu'ils étaient tombés, sans même s'en rendre compte. Sous l'influence des intérêts bourgeois. Donc notre presse devrait vivre de sa seule vente. Plus difficilement, c'était sûr. Mais on devait pouvoir y arriver. Où prendre les ressources pour un bon départ ? On s'adresserait aux syndicats eux-mêmes. Un sondage fut décidé à une réunion de tendance où je fus chargé de préparer la grande circulaire-appel. Un sondage auprès d'un certain nombre de syndicats, particulièrement ceux du bâtiment. Quelles sommes pouvaient-ils s'engager à verser ? Si le sondage donnait de bons résultats, l'appel serait rendu public. Mais on ne partirait pas avant d'avoir réuni 120 000 francs. Petite discussion sur le titre à donner au canard. Je proposai Le Travail, mais Griffuelhes lui opposa La Bataille syndicaliste qui fut accepté.

Le sondage donna des résultats encourageants. En huit jours, il approcha des trente mille francs. Si encourageants qu'un camarade comme Griffuelhes, qui avait paru assez tiède jusqu'alors, prit le mors aux dents. Plus question d'attendre d'avoir réuni les 120 000 francs. Il fallait immédiatement rendre l'appel public et préparer le lancement du quotidien. Nous convaincre était facile ; le besoin nous paraissait pressant ; et puis nous avions confiance en Griffuelhes.

La Révolution avait montré une lacune de nos journaux habituels, l'absence de journalistes de métier, surtout dans les rubriques d'information générale, peut-être au secrétariat de rédaction. Nous ne savions pas, mais l'expérience devait nous l'apprendre vite, que même dans ces rubriques il fallait à la fois avoir nos idées et connaître le métier. Un secrétaire de rédaction ne sentant pas en syndicaliste ne mettra pas en valeur les événements réellement importants pour nous.

Griffuelhes avait connu autrefois le secrétaire de rédaction de L'Intransigeant, Besse, alors que celui-ci était militant socialiste en province. On alla lui demander conseil. Besse reçut notre petite troupe menée par Griffuelhes et trouva naturelle notre préoccupation. On bavarda des problèmes de cuisine d'un quotidien. Finalement, il nous fit cette proposition : quelques jeunes rédacteurs de L'Intran, quotidien du soir, pourraient être à cheval sur les deux journaux, La Bataille syndicaliste étant quotidien du matin. Il en voyait quatre ou cinq qui pourraient faire l'affaire et que cela arrangerait matériellement. La proposition nous parut bonne ; elle aurait pu l'être. Mais Besse ne voyait plus avec des yeux de socialiste, encore moins de syndicaliste. Parmi les quatre ou cinq journalistes de métier venus ainsi à La Bataille, il y avait une jeune fille militante d'Action française. Plus grave, il y avait l'un des auteurs du livre Ces messieurs de la CGT, paru quelques années plus tôt et qui, d'après certains, avait utilisé des renseignements de police. Besse ignorait-il cela ? Alors, avait-il voulu nous jouer un bon tour ? Ou bien l'avait-il dit à Griffuelhes qui n'en avait pas vu les inconvénients ?

Il nous avait indiqué, en outre, un secrétaire de rédaction, jeune mais connaissant bien son métier, ayant assuré ces fonctions durant plusieurs années au Matin. Un homme de caractère, d'ailleurs ; de lui-même, au bout d'un mois, il déclarait : "Il vaut mieux que je parte. Je ne suis pas plus content de ce que je fais que vous ne pouvez l'être vous-mêmes". Il avait compris qu'un secrétaire de rédaction, encore plus qu'un rédacteur, doit partager les opinions qu'exprime son journal. Qui lui succéda ? Harmel, Séné ? Je ne me souviens plus. Ranoux, qui avait été secrétaire de La Petite République, vint, il me semble, un peu plus tard ; d'ailleurs, il ne resta pas. "Je me sens dans un climat d'Amérique du Sud", me dit-il.

Du côté rédaction, les choses devaient s'arranger moins facilement. La demoiselle d'Action française s'était vite sentie à son aise ; sans gêne, elle entonnait les chants des Camelots du Roi dans les pièces et dans les couloirs de La Bataille, à la stupéfaction des habitués et des visiteurs. On imagine le malaise causé. La question vint au conseil d'administration, les deux questions. Lapière, le secrétaire de l'UD de Seine-et-Oise, m'avait avisé des bruits qui couraient sur la présence d'un auteur de Ces messieurs de la CGT à la rédaction de La Bataille. J'en fis part naturellement à Griffuelhes. Il n'eut pas l'air tellement surpris. Les bruits lui étaient probablement déjà venus aux oreilles. Peut-être en savait-il davantage ;

Besse le lui avait-il dit dès le début ? Mais alors pourquoi avait-il accepté, pourquoi n'avait-il pas agi sans attendre ? Les deux renvois s'imposaient. Peut-être n'était-ce pas son avis. Ce n'était pas celui de Jouhaux en tout cas. Au moins en ce qui concernait la demoiselle d'Action française. Au conseil d'administration, Jouhaux nous déclara: "Au nom de la liberté, je m'oppose à son renvoi." "Qu'est-ce que la liberté a à voir là-dedans ?", lui répliquâmes-nous à plusieurs. Cette demoiselle a le droit de chanter les hymnes des Camelots du Roi partout où le coeur lui en dit, mais pas dans les couloirs et dans la salle de rédaction de La Bataille. Elle n'est pas à sa place chez nous. Non plus que l'auteur de Ces messieurs de la CGT. Comment diable Jouhaux et Griffuelhes ne le comprenaient-ils pas ? Ils furent évidemment obligés de s'incliner devant l'avis contraire à peu près unanime des camarades. Reste que paraître avoir moins le sens de la liberté que ces deux hommes était pour le moins surprenant.

J'ai été entraîné de telle façon que je n'ai rien dit sur la mise en route de La Bataille. Griffuelhes avait pris en main l'administration et la direction. A la rédaction avaient été appelés Harmel, Dunois, Delaisi, Després, Léon Bonneff. Schmitz avait quitté le secrétariat de la maçonnerie-pierre pour assurer la page syndicale. Est-il utile de dire qu'aucun militant confédéral ni fédéral n'avait de fonction rétribuée au journal ? Ni Merrheim, ni Jouhaux, ni Yvetot, ni aucun de ceux qui appartenaient au conseil d'administration ne touchaient quoi que ce soit pour leur collaboration. Il avait été entendu que lorsque nous le pourrions nous monterions le soir, à la réunion de 5 heures de la rédaction, pour y apporter nos suggestions. Assez vite, peu d'entre nous y assistèrent. Cette réunion de la rédaction ne présentait guère d'intérêt, un certain nombre de corvées me revinrent. Je me souviens d'une assez curieuse.

Pour éviter d'avoir à la rubrique judiciaire quelque jeune avocat capable de se servir de La Bataille pour se pousser dans quelque circonscription électorale, nous avons demandé à une femme, une avocate, de se charger de cette rubrique, une brave femme, Maria Vérone, la féministe bien connue.

Malheureusement, les questions ouvrières jusqu'alors ne l'avaient pas préoccupée. Si bien qu'elle fit plusieurs ratages. Griffuelhes lui en fit la remarque. Très simplement, elle convint qu'elle n'était pas préparée à ce travail et qu'elle céderait volontiers la place à quelqu'un plus au courant. Griffuelhes me chargea d'aller voir Ernest Lafont et de lui demander s'il voyait quelqu'un capable de bien tenir cette rubrique. Lafont était alors parmi les socialistes syndicalistes les plus affirmés. On ne pouvait lui proposer cette rubrique. Il était déjà surchargé de besogne. Son cabinet d'avocat, en plus la mairie de Firminy et, si je ne me trompe, déjà son mandat de député de la Loire. Mais il pouvait indiquer quelqu'un. "L'un de mes secrétaires pourrait peut-être faire l'affaire : Laval, qui s'occupe des affaires juridiques du syndicat des terrassiers. - Va pour Laval. Nous ne le connaissons pas encore. Au moins la plupart d'entre nous, moi compris. Un mois après, il tapait sur le ventre à tout le monde à La Bataille. Un an ou deux plus tard, il était député dans la banlieue parisienne. Evidemment, ce que nous avions voulu éviter se produisait. Il aurait sans doute suffi d'une bonne organisation du travail au secrétariat de rédaction pour que Maria Vérone fût avisée jour par jour des affaires judiciaires et des questions de droit à suivre pour qu'elle pût très vite tenir sérieusement sa rubrique. Mais le travail n'était guère mieux organisé qu'à La Révolution.

Des discussions plus graves nous attendaient. La Bataille était sortie le 27 avril. Un soir de fin mai ou de juin, Griffuelhes nous annonçait au conseil d'administration: "Nous sommes à bout de souffle ; les fonds de départ sont épuisés ; il ne reste plus qu'à fermer la porte."

Un fameux coup s'abattait sur notre tête à tous. Pour Griffuelhes, l'expérience devait être regardée comme terminée. Pour le plupart des camarades, il n'en était pas de même. Surtout pour ceux qui avaient obtenu de leurs syndicats un gros effort financier. D'abord on avait eu tort de partir avant d'avoir rassemblé les 120 000 francs comme il avait été convenu. On était partis avec 40 000, peut-être 50 000. Maintenant, il fallait les faire rentrer. Un grand appel au secours serait entendu. Il n'était pas possible de fermer La Bataille.

On imagine les discussions au sein du conseil. C'est alors que Griffuelhes me déclara : "Tu ne pourras

plus dire qu'un quotidien syndicaliste est viable en France."

Griffuelhes ne voulut rien entendre. Il rentra chez lui et ne reparut pas au journal de plusieurs jours. Divers camarades allèrent le relancer chez lui. Des délégations lui furent envoyées. En vain. Il avait pris sa décision et n'en reviendrait pas.

Que pouvait-on faire ? Le conseil d'administration prit acte de sa démission, par lettre signée de Merrheim. Cette lettre, Griffuelhes ne la digéra jamais. Dix ans ou quinze ans plus tard, Garnery m'offrait une arme qu'il disait terrible contre Merrheim. Nous étions alors en lutte avec Merrheim après son ralliement à Jouhaux. L'arme terrible, c'était la lettre signée par Merrheim au nom du conseil d'administration de La Bataille. Garnery n'avait pas vécu cette période du mouvement. Il avait déjà quitté le secrétariat fédéral de la bijouterie pour s'en aller, avec un neveu, s'occuper d'élevage de volaille dans un coin de grande banlieue. Je n'eus pas de peine à lui montrer que cette lettre était un acte du bon Merrheim et non du mauvais. En la circonstance, c'était Griffuelhes qui s'était mal conduit, et gravement. Cette lettre, Griffuelhes ne l'avait pas digérée, puisqu'il l'avait remise, en en déformant le sens, aux Garnery, qui l'avaient recueilli et chez qui il était mort.

Mais comment Griffuelhes avait-il pu pousser La Bataille à partir avant le rassemblement des 120 000 francs ? Il avait eu évidemment son idée. Il avait peur, m'a-t-on dit plus tard, d'un contrôle tâillon des syndicats s'ils restaient seuls à fournir les fonds de départ. En outre, il avait espéré trouver ailleurs le complément nécessaire. Mais ne l'avait pas trouvé. En effet, il n'avait pas oublié une petite histoire que pour ma part j'avais complètement oubliée. Un jour, en plaisantant, peu après la fondation de La Vie ouvrière, Louzon m'avait dit : "Quand je disposerai de 100 000 francs, je te les donnerai pour faire un quotidien syndicaliste". Naturellement, j'avais dû, à l'époque, le raconter à Griffuelhes comme à Merrheim. Cela, Griffuelhes ne l'avait pas oublié. Il ne doutait pas que Louzon lui confierait cette somme avec plus de confiance qu'à personne. En quoi il n'avait probablement pas tort. Mais, en cette période de 1911, Louzon ne dut pas pouvoir disposer de cette somme. D'où le désarroi de Griffuelhes. D'où la crise terrible de La Bataille, une crise qui dura de 1911 à 1914.

Elle entraîna d'abord la cassure entre Griffuelhes, flanqué de Jouhaux naturellement, et nous, l'équipe de La Vie ouvrière. Cassure qui prit un caractère assez déplaisant, tant au sein de La Bataille que dans le mouvement et à La Vie ouvrière même. Un travail de sape fut mené contre elle. Nous étions coupables d'un crime, celui d'avoir empêché la bêtise d'arrêter La Bataille après l'avoir laissée partir trop tôt, sans en avoir bien organisé le travail. D'un autre crime, celui d'avoir fait prévaloir la volonté des militants contre les décisions des chefs.

Je pensai alors, devant le travail de sape mené contre La Vie ouvrière, à raconter de long en large l'histoire de la crise de La Bataille et à la mettre sous le nez de nos détracteurs et sous les yeux de l'ensemble des militants. Des camarades m'en dissuadèrent, voyant là quelque chose comme une querelle personnelle.

Je regrette de ne l'avoir pas fait. Et, si je ne l'ai pas fait, c'est par crainte d'ajouter aux difficultés de La Bataille et d'aggraver le malaise du mouvement. Je crois aujourd'hui que la vérité est un remède merveilleux pour nos blessures et un stimulant incomparable pour les esprits et les volontés dans notre mouvement. Quand la vérité, bien sûr, n'est utilisée que par des hommes n'ayant d'autre souci que l'intérêt du mouvement. Ce qui était notre cas, à Merrheim et à nous.

Nous aurions dû sortir le débat du conseil d'administration de La Bataille et le porter devant une assemblée générale des actionnaires, même devant le public plus large des militants.

Un quotidien syndicaliste était parfaitement viable en 1911, mais il fallait faire confiance aux organisations. Il fallait être capable de donner aux ouvriers parisiens un quotidien bien présenté, bien rédigé, bien administré, digne du syndicalisme, quoi. Un quotidien dont ne puissent pas dire des observateurs impartiaux : "C'est tout ce que les syndicalistes avaient à nous apporter ?" Pouget, en

1909, avait échoué avec La Révolution, parce qu'il était probablement trop fatigué. Griffuelhes, en 1911, avec La Bataille syndicaliste, parce que c'était là une tâche qui n'entraînait pas dans ses cordes.

Nous n'en avions pas fini avec La Bataille. Une autre histoire nous attendait. Celle-ci allait provoquer non une nouvelle cassure, mais le retrait de l'un des collaborateurs importants de La Vie ouvrière.

Grâce aux appels lancés, La Bataille réussissait à se maintenir. Mais elle était forcément fragile. Un jour, une proposition fut soumise à Merheim par Delaisi au nom d'une personnalité radicale, Ceccaldi, ami de Caillaux. Le déficit mensuel de La Bataille pourrait être comblé. Merheim écarta cette offre sans discussion, sans hésitation, et dit à Delaisi qu'une telle solution était impossible. Pourquoi les chefs radicaux avaient-ils risqué une telle marche ? La disparition de La Bataille au moment où L'Humanité, l'organe du parti socialiste, faisait un grand lancement à l'occasion de son passage à six pages, assurerait le succès de ce lancement. L'Humanité resterait le seul quotidien ouvrier. Le parti socialiste serait bientôt le plus grand parti de gauche, au détriment du parti radical et de son chef Caillaux, déjà ou bientôt au pouvoir. Merheim m'avait fait part de cette offre surprenante. Après son refus catégorique, nous pensions l'affaire liquidée. Or voilà que dans les listes de souscription publiées journalièrement par La Bataille apparaissent des versements assez élevés et curieusement libellés. Inquiet, Merheim se tourne du côté de Delaisi et lui déclare : "Pas de ça, pas de blague, hein !" Il partait en délégation pour quelques jours. Mais il me prévient. Il va falloir faire attention. L'argent de Ceccaldi-Caillaux va-t-il rentrer par cette voie ? Une semaine après, à son retour, comme les souscriptions bizarres ont continué, nous convenons, Merheim et moi, de réunir un soir nos camarades à La Vie ouvrière, même un noyau élargi, pour demander à Delaisi des explications. Une réunion longue et pénible. Nos craintes n'étaient que trop fondées. L'argent radical avait bien commencé à rentrer par cette voie des souscriptions. Delaisi ne voyait pas l'immoralité et le danger d'une telle aide, malgré tout ce que nous pouvions dire. L'immoralité d'accepter l'argent du parti au pouvoir, probablement du gouvernement. L'impossibilité où nous serions vis-à-vis du parti socialiste de l'attaquer quand le besoin s'en présenterait. Nous n'aurions plus la conscience tranquille à son égard. Pour avoir servi d'intermédiaire dans une telle tractation, nous estimions qu'il n'était plus possible pour Delaisi de rester à la rédaction de La Bataille ni parmi les collaborateurs de La Vie ouvrière, ce qui fut décidé ce soir-là, non sans peine. Nous avons l'impression que plusieurs camarades ne partageaient pas notre rigueur et notre chagrin, à Merheim et à moi. C'est ainsi que l'étude de Delaisi : "Comment connaître la situation d'un industriel ?" resta en carafe dans La Vie ouvrière.

La Bataille avait déjà provoqué la rupture avec Griffuelhes et Jouhaux, avec ceux aussi qui prennent automatiquement parti pour les gens à galons ; elle amenait par surcroît la rupture avec un ami de dix ans, en qui nous avions confiance, une confiance qui n'avait pas été entamée par ce que m'avait dit à son sujet Charles Guieysse.

A La Bataille elle-même, la situation se maintenait péniblement. La réorganisation, après le départ de Griffuelhes, avait été laborieuse. Picart avait hésité, puis refusé de prendre en main l'administration. Il aurait fallu redonner un peu d'élan à la rédaction. Certains croyaient que je pouvais m'en charger. Ce n'était pas mon avis. Je ne voulais pas prêter le flanc à la critique que de bonnes langues ne manqueraient pas de faire courir. Celle que tout ce que nous avons fait pour maintenir La Bataille n'avait d'autre motif que notre désir d'en prendre les rênes. Alors que nous avions voulu éviter au mouvement l'amère déception d'un second échec de quotidien syndicaliste. Après plusieurs essais, Marie, alors secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, fut appelé à prendre l'administration de La Bataille, qu'il devait assurer jusqu'au bout, c'est-à-dire pendant la guerre de 14-18, y compris la corvée lamentable d'aller chez Malvy chercher les moyens de vivre.

Pris par les difficultés de La Bataille, j'avais été, nous avons été entraînés à négliger La Vie ouvrière, numéros régulièrement en retard, bâclés aussi peut-être. Et, là-dessus ou dessous, le travail de sappe poursuivi contre nous, besogne d'autant plus dangereuse que nous nous refusions à répliquer, par souci

du mouvement. Les précédentes querelles internes lui avaient déjà fait assez de mal. L'année 1912 commencée avec 1 750 abonnés avait marqué en avril une chute à 1 290 ; mais pour remonter à 1 755 en décembre.

Nous faisons de notre mieux. Au début de l'année, j'avais fait en Champagne une enquête sur les causes de la révolte des vigneronns qui s'était produite. Yvetot avait donné une bonne biographie de Pelloutier, son prédécesseur et son maître à penser à la Fédération des bourses du travail. Savoie une étude sur le travail de nuit dans la boulangerie ; Dumas sur la semaine anglaise ; Marie sur le subventionnisme et les syndicats ; Michel Bernard sur le métayage en Bourbonnais ; Le Guennic sur le congrès des cheminots ; le docteur Lafontaine sur les médecins et la CGT.

Un collaborateur particulièrement attaché aux problèmes économiques nous avait ralliés, Hoschiller, qui avait donné, sous le pseudonyme de Roudine, deux études: "Le Partage mondial du pétrole n et "La Toison d'or et Bagdad n. Lui aussi éprouvait la hantise de l'approche de la guerre.

Au point de vue international, notre réseau de correspondants s'étendait en Angleterre, aux Etats-Unis, en Italie, en Suède. Nous avons publié un large tableau du mouvement ouvrier en Suède par Albert Jensen, un historique des IWW d'Amérique par leurs secrétaires, Vincent Saint-John et Trautmann. Une signature revenait souvent, celle de William Z. Foster. C'était un camarade américain arrivé en France à l'automne 1910. Marck, qui parlait l'anglais, avait pu s'entretenir avec lui et me l'avait présenté au cours du congrès de Toulouse. Il avait un mot pour moi d'un camarade anarchiste américain ; passé rue Dauphine, il avait trouvé porte close ; il ne parlait pas un mot de français, mais se faisait fort de le parler dans trois mois. En effet, il le parla à la date dite. Il venait faire un tour de France, même un tour d'Europe. Il devait rester ici une bonne année. Membre des IWW, il regardait avec curiosité le syndicalisme français. Naturellement, nous l'avions reçu en ami, mais sans lui cacher qu'à notre avis c'était dans les grandes organisations qu'il fallait rester et lutter. Nous n'avions pas l'impression de l'avoir entamé. Il était coriace. Et puis, disait-il, la situation aux Etats-Unis était toute particulière. De France il gagna l'Allemagne, où je l'adressai à Fritz Kater, le secrétaire des localistes de Berlin. Kater, le prit d'ailleurs comme pensionnaire. Autant Foster s'était senti à l'aise ici, autant il se trouva glacé en Allemagne, même dans la chaleur d'une bonne famille comme celle de Kater. D'Allemagne, il se rendit à Vienne ou Budapest. Là, ses ressources entamées, il passait ses nuits sur un banc de parc public. La police le cueillit une nuit. Il invoqua la connaissance de délégués français à la conférence, Dumoulin et Jouhaux. Cette histoire ne fut pas sans provoquer quelques petits remous. En tout cas, notre Foster décida de rentrer en Amérique. Qu'est-ce qu'il devait nous apprendre de là-bas ? Son entrée à l'AFL. Il devait s'attacher peu après à des travaux peu communs d'organisation. D'abord aux abattoirs de Chicago. Vingt petites organisations de langues diverses se partageaient les syndiqués des abattoirs. Il lança l'idée de leur rassemblement et de la présentation d'un contrat d'ensemble. Il ne réussit pas du premier coup, mais il donna l'élan à un mouvement qui devait se développer.

Un effort de ce genre frappa Gompers. Il voulut en connaître l'initiateur. De la rencontre, il sortit cette idée : et si vous essayiez pareille tentative parmi les ouvriers du trust de l'acier ? Foster s'y attacha. Après une période de propagande, une grève de l'acier fut lancée. Ce ne fut pas une victoire, mais cela marqua une étape sérieuse vers l'organisation. De là, Foster s'engagea dans la formation d'une Ligue d'éducation syndicaliste au sein de l'American Federation. Après 1917, il devait réagir comme nous ; il fut de ces syndicalistes qui, par le monde, furent attirés par la révolution russe et par l'Internationale communiste. A son dernier passage à Paris, dans le courant de 1924, nous dînâmes ensemble dans un bistro de la rue Montmartre. Nous autres, nous étions encore à la "vie sociale n de L'Humanité. Plus pour longtemps. La crise d'après la mort de Lénine battait son plein dans le parti et dans l'Internationale. Il nous demanda de lui expliquer notre situation dans le parti. Quand j'eus fini cet exposé, un large sourire éclairait sa figure. "C'est à peu près la même situation pour moi aux Etats-Unis", nous dit-il. Il était en route pour Moscou. A son retour en Amérique, il prenait la présidence du parti communiste de

là-bas. Nous, ici, par contre, nous étions exclus du parti. Foster n'a pas su se dégager du stalinisme. S'il est quelqu'un, pourtant, qui était mal taillé pour vivre dans une telle atmosphère, c'est bien lui. Il est aujourd'hui vieux et malade. Je ne puis penser au Foster de 1910 et de 1924 qu'avec amitié. Il pouvait mieux finir. Il se devait de mieux finir.

Difficile de se représenter les difficultés financières de La Vie ouvrière, au cours de ces fichues années de 1911 et 1912. A l'administration, Lantz, puis le jeune Barrier, puis Voirin. Ce travail est absorbant. Trop souvent on est pris par la nécessité quotidienne. Faire preuve d'initiative paraît impossible. Je n'ai guère vu, mais un peu plus tard, dans la période de La Vie ouvrière hebdomadaire, après 1919, que César Hattenberger, notre grand César, dominer sa besogne et montrer des qualités fécondes d'initiative.

Un jour, Nicolet, entrant bavarder, comme cela lui arrivait assez souvent en montant à la Grange-aux-Belles, me dit: n OÙ en est donc ton Lantz ?" Il l'avait entendu tenir des propos royalistes ébouriffants, au restaurant à l'angle de la rue Grangeaux-Belles, où déjeunaient les militants du coin. Je savais que Lantz avait un copain royaliste. Un petit gars du groupe Murmain qui avait été un temps secrétaire de la bourse du travail d'Ivry ; je l'avais connu au comité confédéral. Tombant du haut mal, il ne pouvait exercer régulièrement un métier ; il avait été amené à accepter un emploi au canard de Baconnier, un royaliste d'une autre tendance que l'Action française. Mais je croyais Lantz imperméable à une telle conception. Comment peut-on accorder la lutte de classes et l'émancipation ouvrière avec le royalisme ? Mais j'avais fait erreur.

A ce moment, un effort d'enveloppement du syndicalisme était tenté par l'Action française et particulièrement par Georges Valois. Effort voué forcément à l'insuccès. L'enquête de Valois sur la monarchie et la classe ouvrière n'avait trouvé aucun écho parmi nous. Lors de sa publication en volume, La Vie ouvrière du 20 octobre 1909 en avait rendu compte. Amoré avait procédé à la démolition brutale du pauvre échafaudage de Valois. Notre position était bien nette. Malgré cela, il s'est trouvé des journalistes, probablement stylés par nos bons staliniens, pour prétendre qu'au sommaire de notre numéro 2 figurait un article de Valois sur la monarchie et la classe ouvrière. En réalité, dans ce numéro, dans la rubrique des "livres", il y avait le compte rendu du bouquin de Valois, c'est-à-dire son éreintement par Amoré.

Moins que personne, je ne pouvais marcher. J'avais connu Valois, vers 1903, au premier syndicat des employés de librairie. Je travaillais alors à l'administration de Pages libres. Après un essai pour amener les employés de librairie au syndicat des employés de la Bourse du travail, le syndicat Beausoleil, essai infructueux, nous avons tenté à quelques uns la formation d'un syndicat de la corporation. Valois, de son nom Gressent, travaillait alors chez Colin. Il avait rallié le syndicat avec plusieurs gars de sa boîte. Le syndicat avait fait un bon départ. Tout de suite, une fraction dynamique du personnel, les coureurs, qui ravitaillent les librairies, avait appliqué. Peu à peu, on prenait pied dans les vieilles boîtes endormies. Il faut dire que les conditions de travail étaient dures et les salaires fort bas. Une petite histoire de l'époque. Un jour, chez Masson, l'éditeur de médecine, des employés sont accusés de sortir des bouquins d'assez gros prix et de les vendre sur les quais. Le commissaire du quartier poursuit ces employés, naturellement. Mais à la fin de son enquête, ayant connu les appointements payés à ces employés d'un certain âge, occupant des fonctions de confiance, et recevant des appointements de 120 et de 150 francs, il fit cette remarque au père Masson : "Vous payez de tels salaires et vous vous étonnez d'être volé ?" Le syndicat avait du pain sur la planche. Il était bien parti. Voilà que la maison Hachette menace de renvoi plusieurs de ses employés qui avaient adhéré au syndicat. Que pouvions-nous faire au conseil syndical ?

Il fallait répondre à un pareil coup sous peine de voir périr le syndicat. On retourne le problème sur toutes les faces. Alors quoi ? Une idée me vient : si nous menacions la maison Hachette du boycott de ses éditions classiques au cas où elle maintiendrait la décision de renvoi de ses employés syndiqués ? Demandons aux amicales d'instituteurs ce geste de solidarité. Elles ne nous le refuseront pas. Mon idée

rallie l'approbation du conseil syndical. Notre petit bulletin syndical était sous presse. Il n'y avait qu'à ajouter le petit canard nécessaire. "Fais-le tout de suite", me dit le secrétaire du syndicat. Je lui réponds qu'il peut aussi bien le rédiger lui-même. D'autant plus que j'avais autre chose à faire. Qu'est-ce que nous avons décidé ! Nous venions tout simplement de signer la mort du syndicat. Gressent-Valois, absent à cette réunion du conseil, ignorant comment nous avons été amenés à prendre cette décision, se mit en tête une histoire abracadabrante. Le syndicat était une entreprise maçonnique au service de la librairie Cornély pour combattre et abattre les vieilles maisons d'éditions classiques. Hachette aujourd'hui, demain Colin, Delagrave... Bien sûr, les employés de chez Cornély étaient au syndicat ; l'un d'eux, Bontron, en était le secrétaire, mais jamais pareille pensée n'aurait pu leur venir à l'esprit. On ne revit plus Valois au syndicat, ni les autres syndiqués de chez Colin, ni ceux des autres grandes boîtes. Que s'était-il passé ? Nous ne devions le savoir et connaître les causes de l'affaiblissement du syndicat qu'en lisant, quelques années plus tard, une grande étude de Valois sur le syndicat maçonnique des employés de librairie. J'avais des raisons, on le voit, d'être vacciné contre Valois et son esprit chimérique. Sans parler des arguments théoriques qui rendent impossible à un syndicaliste d'aller au royalisme.

Voilà que je me suis encore éloigné... Qu'allons-nous faire avec Lantz ? On se mit vite d'accord au noyau. La présence d'un royaliste au poste délicat d'administrateur de La Vie ouvrière ne pouvait être supportée. Justement, on était dans une période particulièrement difficile. Je devais me recharger du travail d'administration. Je le fis durant quelque temps, quelques semaines, peut-être quelques mois. Mais un jour Léon Clément nous dit qu'il avait un petit gars qui pouvait faire l'affaire. C'est ainsi qu'entra le jeune Barrier. Il resta jusqu'au moment de partir au régiment. Même déchargé du souci des abonnés, j'en gardais sur les épaules d'autres et de plus gros. Leduc, l'administrateur de l'union typographique de Villeneuve-Saint-Geroges, me talonnait. Il m'avait entraîné dans une opération de "cavalerie D, traites renouvelées, qui arrive vite à grossir une petite dette. Pour sortir de cette situation, il n'y avait que deux moyens : une rentrée d'argent, impossible à espérer, en raison des difficultés impérieuses de La Bataille; une grimpée rapide aux 3 000 abonnés, non moins difficile à espérer, l'atmosphère générale étant de plus en plus lourde. Descente vers le nationalisme et la guerre.

Malaise aggravé dans le mouvement par l'antifonctionnarisme syndical et par le macadam rongé certaines couches de jeunes militants du bâtiment et des métaux. Sans parler de l'hostilité sourde de Griffuelhes et Jouhaux et de leurs amis. Un jour, Leduc - j'oublie peut-être de dire qu'il avait pris une part plus active à la propagande socialiste en attendant de devenir maire de Villeneuve et député de Seine-et-Oise et que notre socialisme antiparlementaire lui rebroussait le poil - me fit part d'une proposition du père Rivière, l'éditeur de la rue Jacob. L'union typographique travaillait pas mal pour les éditions Rivière. Rivière s'offrait à reprendre La Vie ouvrière, comme il avait pris autrefois Le Mouvement socialiste, se chargeant de sa dette à l'imprimerie, lourde pour nous, légère pour lui. Je resterais à m'occuper de la rédaction, avec des appointements supérieurs à ceux que j'avais jamais touchés, 350 francs par mois, au lieu des 200, puis 250 pris bribes par bribes à chaque réclamation de la ménagère. L'offre était honnête. Le père Rivière n'aurait pas pesé sur la rédaction et son esprit. Il était frappé par la vitalité de La Vie ouvrière se maintenant au-dessus de 1 750 abonnés malgré ses difficultés de tout ordre. Pour moi, c'était évidemment la libération de mes gros soucis. Pourtant, pas la moindre hésitation. La Vie ouvrière chez un éditeur, ce ne serait plus La Vie ouvrière que j'avais rêvée, que nous avions rêvée. Je déclinai la proposition. Leduc me dit qu'il faudrait alors envisager un autre imprimeur. C'est lui-même qui nous indiqua une coopérative de typos d'Auxerre où nous restâmes quelques mois avant de revenir à Paris.

Griffuelhes et Jouhaux, qui sentaient nos difficultés, poursuivaient une lutte souterraine pour casser les bras à nos meilleurs diffuseurs. Les résultats obtenus étaient parfois très différents de ceux qu'ils escomptaient. C'est ainsi que je fus prévenu de divers côtés, notamment par mon vieux camarade Delzant, le secrétaire des verriers, et par Nicolet, du bâtiment, du boycott dont on osait menacer La Vie

ouvrière. C'est alors que le "noyau" prit forme et figura sur la couverture de la revue. Ce fut notre riposte aux machinations. Le "noyau" comptait comme militants d'organisations : Merrheim (métaux), Picart (bâtiment), Delzant (verriers), Dumas (habillement), Dumoulin (mineurs), Voirin (cuirs et peaux), Lapierre (UD de Seine-et-Oise), comme militants: James Guillaume, Henri Amoré, Léon Clément, Rosmer, Roudine. Pas de polémique, pas même une réponse, qu'il aurait peut-être fallu faire. Le mouvement avait déjà assez de soucis, inutile de lui en apporter d'autres.<

Je me suis laissé dire par des personnes qui ont vu les papiers laissés par Jouhaux qu'il avait été étonné de ne pas figurer dans le noyau de La Vie ouvrière. Il avait la mémoire bien courte. Il aurait dû s'étonner plus légitimement que nous n'ayons pas établi au grand jour ses pauvres procédés.

Nous allions notre chemin, notre pénible chemin. Les soucis, on le voit, ne nous manquaient pas. Les projets non plus. La revue étouffant dans ses 64 pages, nous avons porté à 80 pages chaque numéro. Tout en illustrant la rubrique de quinzaine sociale. Nous n'étions pas pris uniquement par la revue. Il nous fallait donner notre effort à La Bataille. C'est en relisant la collection de La Vie ouvrière que j'ai retrouvé souvenir qu'en février 1912 j'avais dû aller à Lyon suivre pendant quatre jours pour La Bataille le congrès socialiste où devaient être discutés les fameux discours prononcés à la Chambre, le 2 décembre 1911, par Ghesquière et Compère-Morel, véritables réquisitoires contre le syndicalisme révolutionnaire et contre la CGT. C'est à ce congrès que Jaurès devait dire aux guesdistes : "Vous dégoûtez de l'action révolutionnaire et vous découragez de l'action réformiste."

Mais je ne devais pas tarder à ne plus partager mon temps entre La Bataille et La Vie ouvrière et à reporter tout mon effort sur celle-ci. Vers la fin 1912, je démissionnai même du conseil d'administration de La Bataille, las des querelles qui s'y poursuivaient. Certes, le quotidien, grâce aux appels périodiques, réussissait à se maintenir. Mais pas sans petits dégâts dans notre équipe initiale. Dunois avait assuré la rubrique de la Chambre pour La Bataille. Là il fut frappé et attiré par Jaurès. Ce qui l'amena à entrer au parti socialiste et à L'Humanité. La crise de La Bataille ne fut pas non plus sans effet sur sa pensée. Il avait une grande admiration pour Griffuelhes. Peut-être ne comprit-il pas les causes exactes de la crise de La Bataille. Déçu par l'anarchisme après le congrès d'Amsterdam de 1907, déçu par le syndicalisme après la crise de La Bataille et la glissade du mouvement, ébloui par l'éloquence de Jaurès, il n'y avait pas lieu de s'étonner de le voir passer au parti socialiste. Qui devait le remplacer à la rubrique de la Chambre à La Bataille ? Il me semble que tout de suite ce fut Rosmer. Avait-il déjà quitté son emploi à la mairie du XIVE pour se plonger dans le mouvement ou fit-il le plongeon à ce moment ? Lui aussi, mais sans aller aussi loin que Dunois, devait regarder Jaurès avec des yeux plus sympathiques que nous. Que moi, en tout cas. Certes, le Jaurès défenseur de Millerand ministre était loin ; dans les querelles avec les guesdistes, au moment d'Amiens et après, Jaurès avait regardé la CGT comme une force dont il fallait tenir compte et qu'il ne fallait pas violenter. Dans la lutte contre la guerre, il avait marché avec le père Vaillant en faveur de la grève générale en cas de guerre. Mais, puis-je le dire ? c'est sa mort pour la paix qui devait m'amener, ainsi que beaucoup de syndicalistes, à le regarder enfin avec d'autres yeux. Sans m'illusionner toutefois sur la position qu'il aurait probablement prise au moment de la guerre. On l'aurait sans doute vu entrer dans quelque cabinet de guerre et y jouer un rôle à la Gambetta.

La fin 1912 fut marquée par le congrès de Chambéry des instituteurs, qui amena le gouvernement à prononcer la dissolution des syndicats d'instituteurs, et par le congrès confédéral du Havre.

Au congrès de Chambéry, une résolution en faveur du Sou du Soldat fut votée presque sans débat : dix minutes de discussion sur deux jours de congrès, ainsi que le notait Salabelle dans son compte rendu de La Vie ouvrière. Le gouvernement sauta sur cette résolution pour prononcer la dissolution des syndicats d'instituteurs. Sous prétextes d'antimilitarisme et d'antipatriotisme. En réalité parce que les instituteurs se rapprochaient de la classe ouvrière. Gros émois dans les milieux d'instituteurs. Le gouvernement exigeait pour le 11 septembre la dissolution de tous les syndicats. En cas de résistance, les procureurs de

la République entraient en action. Devant le coup de force, les instituteurs marquèrent un certain désarroi. Au congrès même, suivant la coutume, le syndicat du Rhône avait passé la main à un autre syndicat, celui du Morbihan, pour gérer la fédération. Quelques syndicats prononcèrent leur dissolution. Surpris par la bourrasque, le nouveau bureau fédéral, Cren, le secrétaire en tête, se démoralisa. Il fallait vite faire front. Une voix tranquille s'éleva de Saône-et-Loire, celle de Marie Guillot. Surtout, le syndicat de la Seine s'offrit à assurer la relève du Morbihan. Chalopin, son secrétaire, avait du tempérament à défaut d'expérience. Il trouva tout de suite autour de lui un milieu pour l'encourager et le soutenir. Nous ne fûmes pas des derniers, bien que nous ne le connaissions pas personnellement. Mais puisqu'il se dressait dans un moment difficile, nous ne pouvions que nous porter à ses côtés. C'est ainsi qu'il permit aux camarades de se ressaisir. L'orage passa, ma foi, assez vite.

Cela me ramène à l'esprit une remarque que me fit Lapierre - celui des instituteurs - quelques années plus tard, au cours d'un petit dîner qui nous réunissait à l'occasion de la venue à Paris de Baldacci : il m'annonçait que Foulon - le Foulon d'avant Laval - venait de terminer une biographie de Varlin. Naturellement, j'en étais heureusement surpris. Mais Lapierre d'ajouter: "Tu n'as jamais voulu de nous, Foulon et moi, à La Vie ouvrière". Je me récriai : "Qu'est-ce qui te permet de dire ça ? M'avez-vous jamais proposé quelque chose que j'aie refusé ?" Evidemment, de mon côté, je ne leur avais rien demandé. Mais le reproche de Lapierre n'était pas fondé. Si peu fondé que, par contre, nous aurions pu trouver que les instituteurs syndiqués de la Seine avaient peu aidé La Vie ouvrière. Un jour où je parlais à Maurice Dubois de leur petit nombre d'abonnés, il regarda le fichier et dit : "Tu as tous les abonnés que tu peux espérer chez nous." Devant mon incrédulité, il me promit une liste d'une vingtaine de possibles. Résultat : un ou deux abonnés. C'était maigre. Et quelques lettres de refus, dont une de cette brave Hélène Brion qui déclarait ne pouvoir s'abonner à une revue où l'on ne trouvait pas une signature de femme ni un mot sur le féminisme. C'est un reproche que La Vie ouvrière ne mérite pas que d'avoir écarté des camarades et leur concours, surtout dans les moments critiques. Elle aurait eu plutôt le droit se s'étonner de n'avoir pas été aidée comme elle le méritait. Particulièrement dans les moments critiques, pour elle comme pour le mouvement.<

Peu après Chambéry, la CGT tint au Havre son congrès. Un congrès sans grand relief. Déjà à propos de celui de Toulouse, j'avais constaté que les questions à l'ordre du jour étaient mal posées. Chacune aurait dû faire l'objet d'un rapport sérieux publié avant et préparant une discussion utile. Particulièrement les revendications à mettre en route. En 1912, c'était la semaine anglaise. Nous avons fait de notre mieux. Grande étude de Pierre Dumas, pour qui une telle revendication correspondait aux besoins des ouvriers de l'habillement. Enquête auprès de militants de maintes industries. Au congrès, rien de saillant ni de décisif. Il n'y avait pas eu besoin à Bourges, dira-t-on, d'une telle préparation pour le mouvement en faveur des huit heures. Mais un jeune d'alors, Dubéros, avait animé la commission du congrès. Et ce jeune avait dans l'esprit les martyrs de Chicago et le mouvement américain de 1886 pour les huit heures, que Pouget ne manquait pas de rappeler chaque 1er Mai dans La Voix du peuple.

Le congrès du Havre montrait déjà comment les congrès ouvriers dégénèrent. On se réunit pour discourir. Non pour travailler effectivement. Pour creuser nos problèmes. Pour dégager les revendications qui s'imposent. Le Parlement politique ne remplit plus son rôle. Le Parlement ouvrier néglige souvent le sien. Depuis pas mal de temps déjà. Le député oublie les électeurs qui l'ont désigné. Le militant délégué au congrès oublie les ouvriers qui l'ont envoyé. Il ne les consulte pas toujours avant. Il ne leur rend pas compte après. Tout se passe en haut sans grand souci de ceux d'en bas. Il est vrai qu'en bas on pourrait grogner et qu'on ne le fait pas. Du moins encore.

Mes propos, au retour du congrès du Havre, tombèrent dans le vide. Pas complètement, si j'en juge par une lettre retrouvée entre les pages d'un numéro de cette époque. Séné, alors secrétaire de rédaction de La Bataille, m'écrivait le 17 octobre 1912 à Mon vieux Monatte, je viens de lire tes réflexions sur le congrès confédéral. Elles expriment tellement bien ce que j'en pensais moi-même qu'il m'apparaît clair

comme le jour que ce doit être là l'opinion d'un grand nombre. Dans La vie ouvrière, tu n'as touché que la crème des militants. Tu devrais bien développer ta thèse dans La Bataille syndicaliste. Il urge de réagir contre l'enlisement du syndicalisme..."

Ai-je répondu à la demande de Séné et repris ma collaboration à La Bataille ? Je ne me le rappelle pas. Je ne le crois pas. Mais je trouvais que je m'étais trop dispersé, que j'avais trop négligé La Vie ouvrière. Les années 1911 et 1912 avaient été dures pour elle.

L'année 1913 allait commencer avec 1 825 abonnés. Ce n'était pas mal. Mais, pour faire face à nos dépenses, il aurait fallu grimper vers les 3 000. Rude tâche. Dans une période ingrate.

Nous commencions l'année 1913 avec 1 825 abonnés. Ce n'était pas mal, évidemment. Surtout si l'on tient compte que dans nos prévisions du début nous avions tablé qu'avec 1 200 abonnés nous bouclerions notre budget. Les 1 200 abonnés avaient été atteints, mais le budget n'était pas bouclé. Nous avons, peut-être imprudemment, augmenté nos charges. Le local plus grand, mieux situé, était devenu indispensable. Un camarade avait été appelé pour s'occuper de l'administration. Nous avons trop vite augmenté le nombre de pages des numéros, le portant de 64 à 80 pages, sans parler de numéros doublés. L'afflux de "bonne copie" y avait poussé. Afflux d'événements. Besoin de dire notre mot et d'intervenir. Et puis, un temps, nous avons été forcés de négliger La Vie ouvrière, pris comme nous l'étions à La Bataille syndicaliste les uns et les autres, c'est-à-dire à peu près tous ceux qui en mettaient déjà un coup à la revue. Finalement, je m'étais replié. Les difficultés de La BS auraient pu finir d'écraser La Vie ouvrière. Sans parler du désaccord avec Griffuelhes et Jouhaux, de la séparation avec Delaisi, s' imagine-t-on l'atmosphère d'alors ?

La loi de trois ans avait naturellement des répercussions dans les casernes, les soldats se voyant contraints de rester un an de plus. Quelle aide les syndicats pouvaient-ils apporter aux soldats ? L'affaire d'Arracourt - dans ce canton de l'Est, la mobilisation avait été affichée par erreur -, cette affaire avait posé le problème de la mobilisation et de l'attitude que devrait prendre la classe ouvrière. La CGT, adaptant ses actes à ses forces réelles, devait-elle rectifier son tir comme l'y invitaient maintenant Hervé et les gens de La Guerre sociale et comme l'en accusaient pas mal d'anarchistes, notamment ceux du Libertaire ? L'horizon devenait noir. Nous nous refusions à croire la guerre possible. C'est-à-dire que, tout en la croyant menaçante, nous espérions que la classe ouvrière, celle d'Allemagne comme celle de France, serait capable de la conjurer. Mais dans l'opinion publique un travail sourd se poursuivait. Non seulement celui que menait le gouvernement, mais celui de certaines couches sociales.

Je n'ai pas été peu surpris en parcourant La VO de tomber sur cette lettre curieuse d'un abonné publiée dans le "Parmi nos lettres" du 20 février 1912, sous le titre "Espoirs royalistes" :

"Je vous ai dit que j'étais dans un milieu très catholique et royaliste. J'ai fini par y apprendre pas mal de petites choses, que vous savez peut-être déjà par ailleurs. En tout cas, voici : tous les catholiques et les royalistes attendent impatiemment une guerre. Ils la veulent et sont persuadés qu'ils finiront par l'avoir. Ils savent que le peuple se soulèvera, renversera le gouvernement. Ils laisseront faire, puis, le gouvernement renversé, ils s'empareront immédiatement des édifices gouvernementaux. Ils comptent avoir pour eux l'armée, car ils ont à eux les neuf dixièmes des officiers. Ils ont tout prévu, jusqu'à l'emploi des avions. Puis ce sera la proclamation de la royauté et la répression de l'émeute populaire.

Les royalistes ne cachent pas leur certitude de réussir à proclamer la royauté. Ils ne savent pas si ensuite ce sera durable, mais ils espèrent s'arranger après la proclamation de la royauté pour que cela dure, avec beaucoup de libéralité pour le peuple et la suppression de toutes les têtes de la révolution."

Nous n'avons peut-être pas apporté assez d'attention à un tel état d'esprit. N'est-ce pas lui d'ailleurs qui amenait un homme comme Péguy à dire, devant Romain Rolland, que lui et ses camarades ne partiraient pas à la guerre en laissant vivant à l'arrière un traître comme Jaurès ? Sûrement, nous n'y

avons pas accordé assez d'attention. Alors, sans nul doute. Mais aussi aujourd'hui, peut-être.

Nous sentions que tout effort contre la guerre ne pouvait se mener en France que parallèlement à un même effort poursuivi dans les autres pays, en premier lieu en Allemagne. Aussi, quand Charles Andler publia dans *L'Action nationale* sa grande étude sur le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine, je fus naturellement frappé. Les éléments révolutionnaires allemands allaient-ils se laisser supplanter par les éléments socialistes impérialistes ? Un tel cri d'alarme allait-il rester inentendu ? Aucune réaction dans les milieux socialistes allemands. Au moins les milieux syndicalistes français l'entendraient, si nous le reproduisons. Andler voulut bien nous y autoriser. Du même coup, les milieux socialistes français ne pouvaient plus l'ignorer ou feindre de l'ignorer. Les milieux socialistes allemands non plus. La tempête éclata. Ici Jean Longuet, puis Steiner et Grumbach, enfin Kautsky, en Allemagne, répondirent avec indignation. Dans ses souvenirs, Lucien Herr fait grief à son ami Andler de s'être acoquiné en cette occasion avec des syndicalistes. Mépris du grand professeur, oubliant le temps où il collaborait au Parti ouvrier d'Allemagne, mépris aussi et surtout de l'essentiel, la vérité ? Andler avait-il tort ou raison ? Et non pas tort simplement parce qu'il parlait chez nous ? Heureusement Andler nous trouva. Son point de vue fut entendu, puis défendu. Naturellement, nous reçûmes quelques éclats. Nous y étions habitués. Jusqu'à notre ami Brupbacher, de Zurich, qui écopa. Avoir osé participer à la défense d'Andler, s'ajoutant à quelques autres crimes, lui valut d'être exclu du parti social-démocrate suisse. Il s'inclina avec le sourire, reconnaissant qu'en effet il était social-démocrate et anarchiste.

Voici en quels termes je présentai notre reproduction de l'étude d'Andler dans *La Vie* du 5 février 1913 : "Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine D, c'est le titre d'un article de M. Charles Andler, professeur à la Sorbonne, publié dans les numéros des 10 novembre et 10 décembre 1912 de la revue *L'Action nationale*. J'ai déjà dit qu'il était d'un grand intérêt. J'ai hésité longtemps à le reproduire dans son intégralité; à plusieurs reprises, j'ai tenté d'en préparer une analyse, un résumé, pour les lecteurs de *La Vie*; chaque fois j'ai dû poser la plume. Il ne faut pas qu'on puisse alléguer que nous avons travesti et faussé la pensée de M. Andler en voulant la résumer. Il n'est pas davantage possible que le public ouvrier français ignore ce qu'un socialiste français remarquablement au courant du mouvement socialiste allemand a jugé devoir écrire sur ce mouvement.

Ici, à *La Vie* ouvrière, où nous pensons que le véritable socialisme est en danger, où, nous le répétons inlassablement, nous considérons comme un devoir d'enregistrer le témoignage d'un homme qui n'est point certes des nôtres, qui n'est pas un syndicaliste révolutionnaire, qui est un socialiste très réformiste, mais qui vient avec l'accent de la sincérité, avec des textes pleins les mains, reprocher au parti socialiste allemand d'avoir laissé se former dans son sein "un socialisme d'affaires, militariste et colonial".

Tous ceux d'entre les révolutionnaires qui se sont demandé tant de fois et avec tant d'amertume pourquoi les socialistes allemands repoussaient, aux congrès de Bruxelles 1891, de Zurich 1893, de Stuttgart 1907, de Bâle 1912, le recours à la grève générale en cas de guerre, trouveront dans l'étude de M. Andler une réponse à leurs interrogations.

Mais nous nous garderons bien de désespérer. Nous nous rappellerons ce qu'écrivait ici, le 5 novembre 1912, notre ami Brupbacher : "On ne connaît pas en France l'ouvrier allemand ; on n'y connaît que le bureaucrate du parti politique et du syndicalisme autoritaire, mais vous saurez bientôt, camarades français, ce que c'est que votre camarade l'ouvrier d'Allemagne, - et non par des paroles mais par des actes". Avec Brupbacher, nous comptons sur l'ouvrier d'Allemagne pour sauver le socialisme allemand.

A l'époque, mais surtout après, durant la guerre, beaucoup de nos camarades se refusèrent à attacher grande importance au témoignage d'Andler. Ce n'était pas et ce n'est toujours pas mon avis. Il est pénible de constater combien de pays à pays nous sommes mal informés respectivement. C'était tristement vrai hier. Ce l'est non moins tristement aujourd'hui. Pourtant, comment veut-on que se maintienne et se développe l'internationalisme sans une sérieuse information mutuelle ? C'est elle qui

peut préparer l'accord de pensée préparatoire à l'accord dans l'action.

Andler avait séjourné en Allemagne pendant l'automne de 1911, au moment de la négociation marocaine. Il avait été frappé de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies nombreuses que des socialistes affichaient pour le "coup d'Agadir". Il n'allait pas jusqu'à penser que le gouvernement allemand cherchait la guerre, mais il lui attribuait un certain penchant au chantage, goût du chantage partagé par une fraction importante du socialisme allemand. Il faut bien dire que cet état d'esprit répandu dans les hautes couches du mouvement syndical allemand est pour beaucoup dans le déraillement d'un certain nombre de syndicalistes français au début de la guerre 1914-1918, précisément parmi ceux qui avaient entretenu des relations avec les organisations syndicales allemandes. Je pense en particulier à Griffuelhes ulcéré par chacune des délégations faites à Berlin lors des tensions entre les deux pays. Je pense aussi à mon ami Delzant, qui avait été chargé un temps du Secrétariat international des verriers. Les contacts difficiles avec les bureaucrates syndicaux allemands devaient l'amener à dire "La parole est au canon" tout au début de la guerre. Non, pas moyen d'isoler nos mouvements des sentiments profonds qui animaient les différents pays. De là l'importance à mes yeux du témoignage d'Andler. Il fallait tenir compte de ce qu'il dégageait de l'exclusion de Hildebrand au congrès social-démocrate de Chemnitz en septembre 1912. Hildebrand était exclu, certes, mais il restait au sein du parti nombre de partisans de son point de vue ou d'hommes influencés par lui. Andler pouvait écrire

"Un contingent notable de socialistes allemands vient de se convertir au colonialisme, au militarisme, au capitalisme peut-être. Il importe de connaître ses raisons pour savoir si elles ont chance de prévaloir." Que cette conversion pût être également remarquée en France et ailleurs n'enlevait rien de son importance au fait allemand. Au contraire, le rôle directeur joué par la social-démocratie allemande dans le mouvement ouvrier international accroissait l'importance de ce fait. "Le vote de Chemnitz n'est donc rassurant qu'en apparence, écrivait Andler. On exclut Hildebrand du parti, mais on y laisse tous ceux qui pensent comme lui."

Pour Hildebrand, l'Allemagne était de ces pays à industrialisation rapide et à population rapidement croissante, à qui manqueraient bientôt à la fois la surface agricole et les débouchés pour ses produits manufacturés. Elle mourrait de faim dans la pléthore de sa richesse métallurgique. N'était-il pas nécessaire qu'elle se jette sur les rares pays neutres qui restent encore au monde pour se ravitailler ? S'il y a des nations mieux nanties en fait de colonies, mais moins capables de les développer, l'Allemagne n'était-elle pas fondée à les en détrousser ? L'Autriche-Hongrie aussi, en raison de sa forte natalité, n'aurait-elle pas le droit de regarder vers la Turquie en Europe et en Asie Mineure ?

Andler citait ces phrases d'Hildebrand : "Même au point de vue socialiste, la mainmise sur des domaines coloniaux est devenue une nécessité actuelle pour l'Allemagne, comme pour les autres Etats industriels de l'Europe occidentale. Tant que les principes socialistes ne pourront prévaloir dans la répartition du domaine colonial, nous serons, nous autres Allemands, fortement désavantagés par rapport à l'Angleterre et à la France, refoulés par l'Angleterre et la France."

Et Andler d'en déduire : "Il y a des principes socialistes de répartition du domaine colonial ; et si ces principes ne sont pas observés, Hildebrand préconise la guerre, avec l'appui non pas forcé, mais " unanimement consenti de la classe ouvrière allemande ".

"Il y a donc désormais en Allemagne un socialisme teutomane, colonial et détrousser. Il faut en prendre son parti. Le socialisme allemand nouveau sera impérialiste."

Andler renforce son point de vue en montrant le renfort apporté à Hildebrand par d'autres écrivains socialistes écoutés, comme Max Schippel et L. Quessel, maintenus, eux, au parti social-démocrate.

Dès le 23 février, Jean Longuet m'écrivait son étonnement que nous ayons reproduit "l'article de calomnies" d'Andler : il me signalait la "réponse écrasante" que lui avait faite Grumbach dans la Neue

Zeit et demandait que nous la publiions. Je lui répondis que nous ne mettrions pas sous le boisseau les réponses qui seraient faites à Andler. Mais, loin de regarder son étude comme un article de calomnies, j'y voyais un article clairvoyant et d'un rare courage et qui me paraissait expliquer lumineusement les refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905.

A la Chambre, Albert Thomas, parlant sur un autre ton, avait déclaré le 17 février que son professeur et son camarade Andler s'était "lourdement trompé".

Une diversion fut tentée à propos d'une citation de Bebel prétendument "falsifiée". J'eus lui consacra un article de L'Humanité, dans le dessein d'écraser Andler. Il fut assez facile à James Guillaume de montrer qu'Andler n'avait rien falsifié du tout. C'est Guillaume qui avait traduit pour La VO l'article de Grumbach, en le faisant suivre de commentaires.

Ces discussions peuvent paraître vaines à distance, quarante-cinq ans après. Grande erreur. Elles montraient déjà quel toupet pouvaient arborer les "cosaques" de presse de la social-démocratie d'alors. Il nous semble avoir préfiguré les "cosaques" de presse mobilisés par le stalinisme au cours de ces dernières dizaines d'années. Dans ce temps-là, ils ne réussissaient pas à terrifier leurs opposants et à brouiller complètement les discussions.

Remarquons en outre le pauvre sort des Grumbach d'alors. Quelques mois après, écoeurés par la bourde qu'ils avaient commise, ils se précipitaient dans l'erreur opposée. La social-démocratie qu'ils avaient défendue avec une telle légèreté de conscience, ils se mettaient à la dépecer journallement et non moins légèrement.

Nous venions de livrer une rude bataille contre les socialistes. L'effondrement de la social-démocratie devant la guerre ne devait pas tarder à montrer que nous avions vu juste. Piètre consolation, hélas !

Nous ne négligions pas pour autant le travail syndical. C'est dans cette période que nous donnions l'étude de Merrheim sur la méthode Taylor et la réponse de Ravaté, celle de Paul Ader sur l'Union fédérative terrienne. Paul Ader, un nom complètement oublié, mais qui évoque pour moi une figure remarquable de militant des vigneron du Midi, le mouvement paysan ne me paraît plus en avoir fourni de semblable ; une enquête sur l'Union catholique des cheminots ; la monographie de Reynier sur l'organisation syndicale dans l'Ardèche, un modèle de monographie que nous invitons à imiter dans chaque union départementale ; l'étude d'André Huysens sur le Bureau belge d'informations que nos amis bruxellois avaient établi et dont ils étaient justement fiers ; celle de Million sur la fédération d'industrie dans l'imprimerie ; celle de Jean Vidal sur la condition des dentellières de la Haute-Loire ; celle d'Amoré sur la correspondance d'Elisée Reclus. Albert Thierry continuait sa série de réflexions sur l'éducation : l'apprentissage agricole, l'apprentissage industriel, l'éducation générale supérieure.

Nous n'étions pas sortis de la petite bataille avec les socialistes que nous nous trouvions aux prises avec les hervéistes, puis avec les anarchistes. Hervé venait de jeter aux orties son antipatriotisme et son insurrectionnalisme. Il préconisait maintenant le désarmement des haines, après les avoir tout spécialement provoquées et entretenues.

La CGT se trouvait prise dans les remous de la loi de trois ans. Une conférence des bourses et fédérations, tenue le 15 juillet 1913, s'était refusée à décider une grève générale pour le 24 septembre, au cas où la classe 1910 serait maintenue dans les casernes. Qu'avait-elle fait là ? Rien moins que lâché pied en pleine situation révolutionnaire. C'était ce que lui reprochaient les anarchistes du Libertaire et des Temps nouveaux. Ils reprenaient le vieux fonds insurrectionnaliste de La Guerre sociale. Hervé ne l'avait pas plutôt abandonné que Le Libertaire s'était précipité dessus. Depuis un an, il s'efforçait de singer La Guerre sociale première manière. Il s'imaginait probablement rassembler un public et redresser l'anarchisme. Pierre Martin, qui animait alors Le Libertaire, écrivait le 19 juillet

"Nous ne disons pas que vous avez trahi - ce serait excessif -, mais vous n'avez pas été à la hauteur des

événements... Bergers plus incapables que mauvais, vous n'avez pas compris la situation révolutionnaire qu'avaient créée les mesures despotiques de nos gouvernants. Vous n'avez pas su vous rendre compte de la maladroite décision de Barthou gardant à la caserne les soldats libérables, que cette décision allait provoquer des mécontentements, soulever des colères et faire surgir des rébellions. C'était le commencement de la désorganisation de la force brutale qui protège nos ennemis : c'était le prodrome d'une maladie qui tue ceux qu'elle gagne l'indiscipline dans l'armée. Oui, c'était une situation révolutionnaire, et vous n'y avez rien entendu."

Il faut avoir vu pleurer de bons militants, comme Cheytion, des vigneron du Midi, un ami d'Ader, le soir du vote de la conférence des bourses et fédérations, pour comprendre quel effet pouvaient produire de telles critiques dans les rangs, les meilleurs rangs de la CGT. Il importait de répondre, de parler clair et fort. Nous l'avons fait, nous l'avons essayé tout au moins.

Quoi? Pour Pierre Martin, il ne s'agissait pas, le 24 septembre, de faire simplement une grève générale de protestation contre le gouvernement des trois ans, une grève générale de solidarité pour les soldats. Il s'agissait d'utiliser une situation révolutionnaire, de faire la grève générale expropriatrice, c'est-à-dire la révolution. Hélas ! nous ne la sentions pas là, près de nous, la révolution. La réalité nous en empêchait bien. Non seulement nous ne sentions pas le peuple prêt à se jeter à la révolution, mais nous nous demandions s'il serait capable à deux mois de distance de faire une grève effective de protestation. Les derniers efforts demandés avaient été décevants. Celui du 16 décembre dernier, en protestation contre les menaces de guerre, n'avait pas été brillant. Le bâtiment, dans ces mouvements derniers, avait sauvé l'honneur. Mais chaque nouvelle fois avec plus de difficulté. Si bien qu'à son conseil national tenu la veille de la conférence des bourses plusieurs de ses militants, tant de province que de Paris, s'étaient écrié : "De grâce, ne nous demandez plus de grèves de vingt-quatre heures; nous ne marcherons plus ; nous tuerions nos organisations". La lassitude et la faiblesse des syndicats sautaient aux yeux de qui voulait regarder.

D'ailleurs, une décision de grève générale à deux mois de distance ne risquait-elle pas précisément d'empêcher les soldats de s'engager dans des mouvements de révolte ? Le gouvernement ne manquerait pas, dès le 15 juillet, de crier aux soldats, par les mille voix de la presse, des familles, des chefs militaires, que leur colère allait être exploitée par des hommes qui se moquaient de cette année supplémentaire de service et qui ne voyaient là qu'une occasion de troubles. Dans ce cas, comme dans toutes nos luttes, c'était aux intéressés, en l'espèce les soldats, de déterminer la forme de leur action. Eux et non pas nous. Notre rôle et notre devoir consistaient à les entourer, quoi qu'ils décident, de notre sympathie active. Rien de plus. Dans leur intérêt. Dans l'intérêt de la campagne contre les trois ans. Dans l'intérêt de nos idées. Agir autrement aurait été une faute. Elle a été évitée.

Les événements, d'ailleurs, devaient vite nous donner raison. Barthou, resté face aux soldats, avait dû céder ; ils seraient libérés en octobre.

Une autre raison encore nous empêchait de décider le 15 juillet une grève générale pour le 24 septembre : une grève générale de protestation n'est possible qu'à la faveur d'une émotion qui vient ébranler la masse ouvrière. Dans ce cas, un jour ou deux de préparation pratique doivent suffire à la rendre effective. La grève générale de solidarité en faveur des soldats le 24 septembre, c'est au moment où les soldats se seraient dressés - s'ils se dressaient - que nous aurions pu sentir si elle était possible. La décider le 15 juillet, ç'aurait été travailler à la rendre impossible le 24 septembre.

La CGT n'avait nullement rectifié son tir. Elle n'avait pas renié un pouce de l'idéal révolutionnaire du syndicalisme. Ce qu'elle avait répudié, c'étaient les coups de tête de l'insurrectionnalisme ; elle avait signifié qu'elle en avait assez des tranche-montagnes qui découvrent une situation révolutionnaire tous les quinze jours.

Attaqué sur la droite par les socialistes, attaqué sur la gauche par les anarchistes, le syndicalisme

résistait de son mieux, mais il est bien sûr qu'il perdait de sa vigueur. Dans ses rangs, en outre, se menait une violente campagne contre le fonctionnarisme syndical, menée par Janvion. Le plus curieux, c'est qu'elle visait ordinairement les permanents les plus sérieux, les plus dévoués à leur tâche. Le cas de Merrheim est typique. Il fut exclu sans motif du syndicat parisien des métaux, sous la pression de braillards à la Ingweiller, qui devait donner sa mesure, peu après, en demandant à Jouhaux d'intervenir auprès de Millerand, ministre de la Guerre, pour obtenir, mobilisé, les galons de sergent. Par ailleurs, une infiltration d'esprit bourgeois se produisait dont il était difficile de mesurer l'ampleur. Beaucoup de fonctionnaires syndicaux se laissaient attirer par la franc-maçonnerie. Or, s'il est une organisation de collaboration de classes, c'est bien elle. Jusqu'alors elle avait pénétré surtout les milieux de fonctionnaires, particulièrement chez les postiers et chez les instituteurs. Voilà qu'elle gagnait les militants ouvriers. Le déraillement de pas mal d'entre eux en août 1914 ne vient-il pas de là ? Autre chose encore : les jeunes n'étaient évidemment pas mordus au même point qu'aujourd'hui par le désir de se pousser, de faire leur trou, d'arriver, mais le syndicalisme n'offrait rien aux ambitions personnelles, pas de carrière politique, pas de situation stable et sans risques. Notre refus de parvenir ne touchait que les meilleurs, et les meilleurs, il faut bien en convenir, ne sont jamais nombreux. Le plus grand nombre veut non pas monter avec sa classe, mais grimper vite et tout seul. Nous n'avions pas d'avantages matériels à offrir individuellement. Des coups plutôt, tant du patronat que de l'Etat. Evidemment, nous montrions des perspectives de grandes tâches : nettoyer cette société et la rendre habitable sans exploitation, sans militarisme et sans guerre. Malheureusement, les événements poussaient dans un autre sens, vers la guerre.

Nos efforts à La Vie ouvrière pour sortir de nos difficultés, pour grimper aux 2 000 abonnés, aux 3 000, ne rendaient pas. Pourtant, nous avions le réconfort de découvrir en province des amis tenaces : à Lyon, le typo Million - je dis le typo Million, car Georges Navel, dans des souvenirs lyonnais intéressants, publiés à Preuves, l'a donné comme instituteur -, qui allait prendre le secrétariat de l'union départementale du Rhône ; à Bordeaux, Dumercq, le secrétaire des mécaniciens, qui avait relevé sérieusement le chiffre des abonnés dans sa ville et son département ; Marie Guillot, qui de son hameau isolé de Saône-et-Loire où elle avait été envoyée en disgrâce - "la disgrâce me réussit trop bien", répondait-elle à son inspecteur primaire qui lui faisait envisager un nouveau poste -, me harcelait pour que La Vie ouvrière fit place au féminisme. Elle s'était mise en tête d'introduire la camarade Pellat-Finet, institutrice de l'Isère, parmi nos collaborateurs. Je n'aurais pas mieux demandé, mais Pellat-Finet était simplement féministe, sans le moindre grain d'esprit ouvrier ; syndiquée mais pas du tout syndicaliste. Je répliquais à Marie Guillot : "Pourquoi ne collaboreriez-vous pas vous-même ? Vous êtes à la fois syndicaliste et féministe, c'est ce qu'il nous faut. Autrefois, nous avons eu Maximilienne Biais, mais la tuberculose nous l'a enlevée." Marie Guillot n'avait pas encore pris confiance en elle. Les poursuites gouvernementales contre les syndicats d'instituteurs après leur congrès de Chambéry devaient activer sa maturité d'esprit. Au moment des poursuites, sa voix tranquille s'était élevée de son village pour dire que le gouvernement ne pouvait pas espérer leur faire peur. Peu après, elle m'envoyait son premier article "La Femme hors du foyer", pour La VO du 5 juillet 1913.

Un autre camarade, vers la même époque, devait s'installer au quai Jemmapes, pour Les Petits Bonshommes, lui. C'était Guy Tourette. Nous étions de vieux amis, du temps du collège de Brioude. Les deux socialistes parmi les internes de ce petit collège. On ne s'était pas perdus de vue. Un soir, en rentrant à mon pigeonnier de la rue de Bretonvilliers, dans l'île Saint-Louis, j'avais trouvé une malle devant ma porte. "Elle est d'un de vos amis de la Haute-Loire. Il vous a attendu un long moment ; puis est venu un de vos camarades ; ils sont repartis ensemble", me dit une voisine de palier. Tourette était reparti en compagnie de Fernand Després. Ils devaient revenir peu après. Tourette allait partager mon pigeonnier le temps de se débrouiller à Paris. Després était lié avec Almereyda ; ils vivaient d'ailleurs ensemble. C'est ainsi que Tourette fut entraîné à La Guerre sociale. Il devait y faire une dure expérience. Etant devenu postier, il fut mêlé à l'affaire des "faux mandats" de La Guerre sociale et tira

plusieurs années de prison. A sa sortie, il vint tout droit au quai Jemmapes. Justement Les Petits Bonhommes se trouvaient en difficulté ; lui, il avait le goût et le sens des enfants. J'en parle à Léon Clément. Tourette prend en main Les Petits Bonhommes, qui devaient dès lors repartir du bon pied.

Nos querelles avec les anarchistes rebondissaient. Cette fois à propos de De Ambris. Il avait accepté une candidature à Parme afin de pouvoir rentrer en Italie et reprendre sa place dans le mouvement syndicaliste. Il ne nous paraissait pas avoir commis un crime. D'autant qu'à ce même moment il se prononçait contre la guerre éthiopienne ; il se séparait de ses anciens amis Labriola et Orano et quittait la revue *Pagine Libere* qu'ils dirigeaient ensemble. Il est vrai que sa rentrée en Italie, une fois élu député, n'était possible que s'il prêtait serment. Il crut devoir le prêter, d'accord avec les militants de la bourse du travail de Parme. Une polémique violente fut engagée contre lui, à Genève, par Bertoni et le Réveil, à Paris par Totti dans *Le Libertaire*. De vieilles amitiés, comme celle de Wintsch à Lausanne, ne résistèrent pas à cette nouvelle épreuve.

D'autres nuages s'étaient élevés entre nous et les syndicalistes de divers pays, à propos du congrès international qu'ils avaient organisé à Londres. Nous n'avions pas cru devoir y participer et nous avons été amenés naturellement à donner nos raisons. Nous constatons l'existence d'organisations syndicalistes, à côté des centrales syndicales régulières, en Hollande, en Allemagne, en Suède, en Italie, en Espagne, ainsi que des Ligues d'éducation syndicaliste comme celle de Bowman en Angleterre et celle de Foster aux Etats-Unis. Que des liens s'établissent entre elles, c'était normal. Mais un nouveau Secrétariat syndicaliste international face au Secrétariat syndical de Berlin, ne risquait-il pas de détourner de la bonne route la Ligue de Bowman qui devait, à notre sens, influencer les trade-unions anglaises et les amener à réclamer du Secrétariat de Berlin la tenue de véritables congrès syndicaux internationaux ? Cornelissen nous avait reproché notre abstention et plus encore nos raisons. Comme si nous pouvions engager la CGT à participer à la rencontre de Londres et renoncer ainsi à la revendication de congrès syndicaux internationaux. Peut-être aller à une scission internationale.

Nous n'avons jamais réussi, on le voit, à vivre tranquilles. Toujours en guerre contre le capitalisme et contre l'Etat, mais toujours en petite guerre avec les autres courants révolutionnaires. Néanmoins, nous nous sentions dans la bonne voie. N'étions-nous pas dans la ligne de la Première Internationale ? Pelloutier en personne ne nous avait-il pas montré que c'est à elle qu'il fallait toujours se référer ? Le père Guillaume guidait, sans le vouloir, nos pas et nos recherches. Il ne se contentait pas de traduire pour nous les textes les plus divers. C'est lui, on l'a vu, qui avait traduit et commenté le Grumbach de la *Neue Zeit* contre Andler. Mais sans lui nous n'aurions pu venir à bout de notre numéro spécial sur Varlin. "Ce mort-là est tout aux ouvriers", avait dit Lissagaray dans son *Histoire de la Commune*. Il avait été le premier militant du syndicalisme. En 1869, il avait été le secrétaire et l'âme de la première Union des syndicats parisiens, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris. En mars 1870, il écrivait : "Les sociétés corporatives forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir ; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs ; ce sont elles qui pourront mettre en oeuvre l'outillage social et organiser la production. Nous avons été amenés à reproduire ses lettres à Aubry, de Rouen, et sa défense au deuxième procès de l'Internationale parisienne. Nous avons fait en outre le projet de réunir en volume les comptes rendus des trois procès de l'Internationale parisienne. La guerre devait nous empêcher de réaliser ce projet. Depuis, pris par tant d'autres préoccupations, nous y avons repensé parfois, mais pour remettre le projet à toujours plus tard.

C'était le moment où Lucien Descaves publiait son *Philémon*, vieux de la vieille, qui nous permettait de mieux entrer dans la pensée et dans la vie journalière de nos anciens de l'Internationale et de la Commune. Il y avait longtemps que Descaves avait les clefs de la vieille maison. En décembre 1903, j'avais découpé dans *Le Journal* et mis précieusement de côté un article où, à propos d'un réveillon à l'université populaire du XIVe, il avait esquissé la figure de James Guillaume. Il ne fut pas peu surpris quand je lui demandai dix ans plus tard l'autorisation de le reproduire dans notre numéro consacré aux

70 ans de James Guillaume (La Vie ouvrière du 20 février 1914). Brupbacher avait écrit l'article d'introduction à ce numéro. Je ne pouvais décemment en demander la traduction à notre traducteur habituel d'allemand, justement le père Guillaume, je m'étais retourné vers Albert Thierry, enchanté de notre idée et qui avait tenu à glisser dans le texte de Brupbacher, avec sa permission, bien sûr, quelques idées personnelles. Un numéro, avec des lettres de Descaves, de Kropotkine, de Ferdinand Buisson, de Spichiger, l'un des derniers survivants de la Jurassienne ; avec une grande étude de Maurice Dubois montrant des côtés trop ignorés de Guillaume, l'historien de la Révolution française, l'auteur du Dictionnaire de pédagogie de 1887.

Malgré nos efforts, la montée des abonnés ne se produisait pas. Nous avions du mal à nous maintenir au-dessus de 1 750. Bien des raisons pouvaient jouer. La principale tenait à La Bataille syndicaliste. En janvier 1914, je pouvais commencer un article sur sa "Crise n par ces mots : "La BS est sauvée encore une fois !" Après un appel au secours, 40 000 francs de souscriptions étaient rentrés. Mais le problème était nettement posé : le mouvement révolutionnaire pouvait-il consacrer 120 000 francs par an à son quotidien ? Davantage peut-être. Car un fait grave venait d'être constaté : au lieu de monter progressivement, sa vente à Paris venait de baisser de manière sensible. De 15 000 en fin 1912, elle était tombée à 8 000. A quoi cela tenait-il ? Certains l'attribuaient à une campagne de boycottage menée par un groupe d'action anarchiste visant en sa personne les fonctionnaires syndicaux. D'où la grande modification proposée à la dernière assemblée générale des actionnaires de La BS : coup de balai au conseil d'administration et son remplacement par des non-permanents. Pauvre conseil d'administration ! De quels crimes s'était donc rendue coupable cette "bande de fromagistes" ? Ayant démissionné de ce conseil depuis plus d'un an, j'étais assez à l'aise pour répondre. "Ce conseil qui est rendu responsable de tout ce qui est arrivé. Ma conviction personnelle c'est qu'il n'est responsable de rien ! Il est la cinquième roue du char. Rien que ça. Il peut discuter, décider dans sa séance hebdomadaire, mais, comme ce n'est pas lui qui met la main à la pâte durant les sept jours de la semaine, ce qu'il fait et rien c'est à peu près la même chose. Ce qu'il s'est dépensé de temps, de bonne volonté, de travail, de peine, on ne se l'imaginera jamais. Et tout cela en pure perte. C'est de l'eau qui coule à côté du moulin. Le typo qui met en page a dix fois plus d'influence à lui seul que tout le conseil réuni."

Je trouve en bas de cet article une petite note, où j'épinglai un incident survenu à l'assemblée générale ; elle m'apparaît particulièrement savoureuse aujourd'hui : "Fromagistes" ! C'est ainsi que certaines gens, à la dernière assemblée générale, ne craignaient pas d'appeler les membres du conseil, en majorité permanents d'organisations. Pour avoir osé protester dans le coin où je me trouvais, un M. Beylie, du comité de défense sociale, me déclara : "C'est naturel que tu défendes les fromagistes. Tu fais ta pelote, toi !" Je haussai les épaules. Se colleter ? A quoi bon ? Que je dise cependant à ce pauvre homme que je ne lui souhaite pas, en fait de pelote, le fardeau de soucis pécuniaires que je porte depuis que La Vie paraît. Quant à mon existence, je ne sais si elle se déroule dans un fromage, mais je me suis aperçu un jour de l'année dernière, à 32 ans, qu'il se glissait des fils blancs dans ma moustache rousse. Mon père qui a cogné ferme sur son enclume toute sa vie, n'avait vu blanchir la sienne que vingt ans plus tard. Et ces poils blancs, je soupçonne fort La BS de me les avoir donnés.

Ainsi je faisais ma pelote. Une sacrée pelote, plutôt celle du forçat.

La BS avait vu sa vente baisser à Paris de 7 000 exemplaires pour diverses raisons ; sa vente avait été interdite dans les bibliothèques du métro ; L'Humanité, passant à six pages, fait un effort d'affichage et annoncé un roman de Pouget ; elle avait certainement enlevé des lecteurs à la BS.

Des camarades préconisaient son rattachement à la CGT comme quotidien officiel. Mesure impraticable. La CGT disposait d'un budget annuel de 70 000 francs. Comment pourrait-elle prendre en charge ce déficit annuel de 120 000 francs ?

En réalité, le quotidien révolutionnaire, nous ne l'avions pas eu, nous n'avions pas su nous le donner. Ce

n'était pas la faute de la masse des militants, ni celle des organisations. Ce n'était pas parce qu'il n'y avait pas encore place en France pour un tel quotidien. C'était de notre faute, à nous tous qui avions passé à La BS et qui n'avions pas su travailler ensemble, qui n'étions pas arrivés à former une équipe de travailleurs s'emboîtant bien les uns dans les autres, capables dans un labeur collectif de rédiger et d'administrer le journal tout à fait nouveau que devait être l'organe parisien du syndicalisme. Il s'était trouvé un moment 15 000 lecteurs à Paris pour une Bataille mal rédigée, mal présentée, mal faite en un mot. Il y en aurait eu le double pour une Bataille bien faite, vraiment syndicaliste, et des lecteurs qui lui seraient demeurés fidèles.

Les soucis de La Bataille ne pouvaient qu'accroître ceux de La Vie ouvrière. Nous ne nous décourageons pas cependant. A partir de mai, nous procédions à une petite réorganisation. La Vie ouvrière paraissait sans retard ou presque. Que s'était-il produit ? Tout simplement que la cuisine de rédaction était passée entre les mains de Rosmer et que j'avais pris l'administration. Dans l'"Entre nous n du 5 juillet 1914, j'en trouve le récit.

A qui confier la charge de l'administration ? Voirin avait repris place à l'atelier et ne pouvait le quitter. Rosmer accepta de prendre la queue de la poêle. Il était absent de Paris depuis plusieurs mois. Quand il s'amena, je lui soumis une idée lumineuse qui m'était venue entre-temps : La Vie a deux gros défauts : 1° Son irrégularité de publication. Depuis cinq ans que je "secrétare", je n'ai pas pu sortir deux numéros à leur date. Je suis sûr de n'y arriver jamais. Pourtant, il est indispensable que nous paraissions avec régularité. 2° La Vie ne dit que par hasard son mot sur les événements de la quinzaine. Elle devrait toujours le dire. Il faut qu'elle le dise. Ces deux défauts peuvent être réparés presque sur-le-champ. Il suffit que tu prennes non l'administration, mais la rédaction. Le secrétariat de rédaction t'ira comme un gant; moi, l'administration ne me déplaît pas. J'éprouve un véritable plaisir à manier nos fiches d'abonnés. Quant aux soucis d'argent je les ai toujours eus, tout en étant au rayon de la rédaction. Rosmer fut vite convaincu. Les camarades du "noyau" aussi.

Quand je me reporte aux deux derniers numéros de La Vie ouvrière revue, ceux du 5 et du 20 juillet 1914, je ne suis pas mécontent de leur contenu.

Celui du 5 juillet s'ouvrait par une étude de Rosmer sur la Semaine rouge en Italie, du 3 au 11 juin, nourrie par une conversation avec Malatesta regagnant Londres. Venaient ensuite un article de Laurin sur les instituteurs et le syndicalisme, puis un compte rendu de La Coutume ouvrière, le gros et grand livre de Maxime Leroy, par Maurice Dubois. Deux lettres de l'Internationale, l'une de Jack Tanner pour l'Angleterre, l'autre de Foster pour les Etats-Unis. Que je relève un mot récent de Dumoulin sur Maurice Dubois : "Se bornait à écouter. v Pas bavard, bien sûr, notre a grand Dubois n, mais disant souvent ce qu'il croyait utile de dire. Sachant se taire, mais pour mieux regarder, et peser hommes et idées.

Le numéro du 20 juillet commençait par un "Avant Grenoble n où j'examinais les problèmes qu'aurait à débattre le congrès confédéral qui devait se tenir du 14 au 21 septembre... et qui ne se tint pas, du fait de la guerre. Mon article portait "A suivre" Comme celui de Louzon sur les intellectuels, qui venait après. Cette dernière "suite" était restée longtemps dans mon exemplaire du numéro même. Un jour, pour l'avoir plus facilement sous la main, je l'ai collée dans une chemise. Et depuis je ne l'ai plus retrouvée. Grand dommage. On comprendrait mieux, je crois, le fond de la pensée de Louzon si cette étude sur les intellectuels avait pu être publiée intégralement. Louzon était alors en Tunisie depuis une année ou deux, mais la guerre allait bientôt lui faire revêtir l'uniforme d'officier de zouaves. Et l'amener, comme je le lui ai dit, à faire le zouave.

Suivaient: d'Alceste de Ambris : "L'Insurrection ouvrière en Italie" ; une re-discussion sur "Le Système Taylor" entre Ravaté et Merrheim ; un article de G. Dumoulin : "La Mise en application de la journée de huit heures dans les mines, enfin une "Lettre d'Allemagne" de Max Tobler.

Pas trop mal, ce dernier numéro de la revue. Nous finissions même en beauté, sans y penser.

Le mérite en revenait à Rosmer. Car j'avais abandonné Paris pour quelques semaines. Il y avait longtemps que je n'avais pris de vacances. Depuis la fondation de La VO, je crois bien. J'en avais grand besoin. La maman de Monlet insistait pour que je revienne respirer l'air du pays. Depuis la première mise à la porte de la maison familiale, quinze ans avant, il me semble, je n'y étais pas remonté. La maman et le père étaient venus à Paris pour mon mariage, mais je n'avais pas trouvé le temps d'aller revoir les bois de pins et de sapins de Monlet.

L'attentat de Sarajevo, le 28 juin, nous avait évidemment inquiétés, mais on avait connu tant d'alertes que celle-là, pensions-nous, en ajouterait simplement une de plus. Je partis donc en vacances. Quand les choses parurent se gêner, je demandai à Rosmer s'il ne serait pas utile que je rentre. "Ramène-toi pour le 9 août, me répondit-il ; le 9 août doit se tenir à Paris le congrès socialiste international." C'est ainsi que je me trouvai au loin lorsque se produisit l'assassinat de Jaurès. Le samedi 1er août, je devais passer la journée à Siaugues-Saint-Romain, chez Bory, un ami, l'un des rares abonnés de la Haute-Loire ; Bory était répétiteur au lycée du Puy - donc en vacances -et secrétaire de la Fédération socialiste du département. Il était venu à la gare de Lachaud nous attendre, ma femme et moi. Je le vois encore courir le long du train en brandissant Le Moniteur du Puy-de-Dôme, le quotidien régional d'alors, qui annonçait l'assassinat de Jaurès. "Ils ont assassiné Jaurès, nous disait-il. Ils sont capables de nous jeter dans la guerre.

Triste journée. Jusqu'à la pêche aux écrevisses prévue pour l'après-midi qui fut lamentable. En rentrant, assez tard - d'habitude les écrevisses sortent à la tombée de la nuit -, à la maison Bory, nous apprenions l'affichage de la mobilisation.

Plus de train pour regagner Monlet le soir même. On prenait le premier du lendemain matin, bien qu'il ne nous donnât pas de correspondance à Darsac pour Monlet. Une bonne douzaine de kilomètres à s'offrir à pied.

Le dimanche soir, nous prenions le train pour Paris. Long arrêt, en gare d'Arvant. Sur le quai, Jean Varennes, le conseiller municipal socialiste du XVIIIe, le frère d'Alexandre Varennes, fait lourdement les cent pas, en uniforme militaire. Il ne me reconnaît pas ou feint de ne pas me reconnaître - "ce n'est pas encore cette fois qu'on se trouvera d'accord", me dis-je. Voilà qu'à Saint-Germain-des-Fossés un plus grand arrêt se produit. On ne sait s'il y aura encore un train pour Paris. Ce n'est pas sûr. Pierre Laval, qui avait ramené sa famille, se trouvait là pour rentrer lui aussi.

- S'il n'y a plus de train de voyageurs, on a prévu d'ajouter au train postal un wagon pour les parlementaires de la région. Tu monteras avec nous.

On bavarda, naturellement. Le mot de Poincaré : "La mobilisation, ce n'est pas la guerre" préoccupait tout le monde. Je demande à Laval s'il restait des chances de paix. "Non, me répond-il, et c'est tant mieux. Jamais on n'a réuni tant de conditions. L'Angleterre marche, la Russie marche..."

Je venais d'avoir la température des milieux socialistes. On ne devait pas faire route avec Laval. Il avait dû sentir que je réagissais tout autrement que lui.

J'avais enregistré heureusement d'autres réactions. A Siaugues-Saint-Romain d'abord, au départ. Les paysans venus pour la première messe dominicale du matin étaient rassemblés en groupes tous accablés, écrasés. La guerre ne les enthousiasmait guère. A la gare de Lachaud, un jeune prêtre disait dans un rassemblement : "On ne s'imagine pas la boucherie que cela va être. p A Monlet, même accablement parmi les paysans. Chez tous, blancs ou rouges. Nous c'est-à-dire ma femme et moi, en grimant à pied la douzaine de kilomètres de Darsac à Monlet, en arrivant en bas d'Allègre, nous avons quitté la route et pris par les prés marécageux pour éviter de passer devant la gendarmerie. Si le carnet B avait joué et si l'on me reconnaissait..."

D'ailleurs, à Saint-Germain-des-Fossés même, aux quais encombrés de gens, j'avais pu noter une réaction très différente de celle de Pierre Laval. De jeunes trouffions avaient interpellé un grand diable de zouave se frayant son chemin en traînant deux lourdes valises : "Dis donc, le zouave, dans combien de jours serons-nous à Berlin ?" Ils avaient obtenu cette réponse : "Celui qui me mènera à Berlin, sa mère ne l'a pas encore chié."

A Paris, les moyens de transport devaient être déjà bousculés. Je ne m'explique pas autrement que j'aie dû traverser de bout en bout le parc des Buttes-Chaumont. Là, je croise Jouhaux. On échange quelques paroles sans grande signification.

Il me tardait de voir les camarades de La Vie ouvrière. Je descends quai Jemmapes, immédiatement après le déjeuner. Personne. J'attends une heure, peut-être deux. J'allais repartir quand apparaissent sur le pont Rosmer, Tourette et Brisson. Ce dernier, un bon jeune militant, secrétaire du syndicat parisien de la chaussure, que la tuberculose devait nous enlever quelques années après.

Ils étaient contents de me retrouver. Et moi, donc ! En quelques jours, le moral s'était effondré à la Grange-aux-Belles, à la CGT comme à l'Union des syndicats. Eux tenaient bon. Il leur tardait de savoir comment j'avais réagi. Sans nous être vus, nous avions réagi exactement de la même façon. C'était naturel. Ce que nous avions prévu, en espérant que cela ne se réaliserait pas, s'était produit. Nous ne pouvions être surpris ni hésitants sur la route à suivre. Nous restions internationalistes quoi qu'il pût advenir.

Nina Gourfinkel rapporte que Lénine connut alors l'une des plus cruelles déceptions de sa vie. Devant la proclamation de guerre, dit-elle, la classe ouvrière de tous les pays belligérants était restée passive. La fameuse méthode préventive de la grève générale paneuropéenne, si chaleureusement prônée jadis, n'avait pas été appliquée.

En effet, elle n'avait pas été appliquée. Pouvait-elle l'être du moment qu'avaient manqué la confiance mutuelle et l'accord entre les classes ouvrières ? La social-démocratie et le mouvement syndical sous son influence ne l'avaient pas permis.

Que faire ? Se ronger les poings ? Pas possible de continuer La Vie ouvrière. La censure l'étranglerait aussitôt. Et puis que trouvions-nous autour de nous ? Les boutiques Maggi et les brasseries allemandes avaient été saccagées à Paris par des ouvriers chauvins. Dans les syndicats, le moral n'était guère meilleur. Un tel, un tel, passés aux chauvins. Tel autre hésitant ou pétrifié. Nous restions seuls, très seuls. Pour dix qui lâchaient, il nous en arrivait un, heureusement, comme Marcel Martinet. A l'enterrement de Jaurès, le 4 août, nous étions un tout petit groupe, déjà regardé en pestiféré. J'avais trouvé Merrheim écrasé par la guerre, mais hésitant. Dumoulin avait rejoint son corps le premier jour. Delzant aussi.

Peu de jours après, à la première réunion du comité confédéral, le discours de Jouhaux aux obsèques de Jaurès vint en discussion. Le fameux "Au nom de ceux qui sont partis et de ceux qui vont partir - dont je suis -, je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand" n'avait pas été digéré par quelques camarades. A ma grande surprise, Merrheim prit une position différente. Il avait été surpris, certes, par de telles paroles et n'en partageait pas l'esprit mais il ne croyait pas devoir les reprocher à Jouhaux.

Coup dur pour moi. Je le lui dis. "Il faut voir; il faut attendre", me répondit-il. Lenoir, sans être d'accord non plus avec Jouhaux, avait retenu Merrheim. Il le retiendra un certain temps. Mais les événements surgiront. Après la fuite à Bordeaux, au moment de l'avance allemande sur Paris, Merrheim m'écrivit alors - j'étais reparti à Monlet - une grande lettre qui montrait qu'il s'était ressaisi. Cette lettre que Rosmer a reproduite dans son tome II.

J'avais été forcé de retourner à Monlet. Impossible de continuer La Vie ouvrière. Pas moyen de

retrouver du travail dans la correction. Albin Villeval, qui était entré chez les correcteurs de l'Imprimerie nationale, où travaillait son père depuis longtemps, me dit: "Amène-toi donc." Après tout, pourquoi pas ? Mais il y avait un hic. En faisant sa demande, il fallait joindre son casier judiciaire. Le mien n'était pas vierge. Il portait six mois de prison pour outrages à magistrat (mon "A bas le tribunal !" en pleine salle du tribunal à Béthune, en 1905, lors d'une condamnation de Broutchoux). Alors, rien à faire pour entrer à la Nationale.

La maman m'avait dit : "Si tu te trouves embarrassé, n'hésite pas à revenir. Dis-toi bien qu'il y aura toujours une place pour ta femme et toi dans la vieille maison."

Embarrassé, je l'étais évidemment. Plus qu'embarrassé. J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin d'aller ruminer et caver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises, mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué ? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays ? Ils étaient en train de s'entre-tuer par toute l'Europe. Le chauvinisme avait-il vaincu l'internationalisme ?

Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût.

Après la lettre de Merrheim, quelques histoires aussi à Monlet, je décidai de réintégrer Paris et la rue des Mignottes. On verrait bien.

J'ai déjà écrit plusieurs fois que Romain Rolland et Trotsky m'avaient sauvé du désespoir. C'est la simple vérité. Je réentends encore Trotsky, bon prophète, me disant: "Tout est perdu ? Allons donc ! La révolution est au bout de cette guerre !"

Pas moyen de remettre en route la revue. Cependant, la boutique de La Vie ouvrière restait ouverte. Raymond Lefebvre, dans son Eponge de vinaigre, a consigné ce qu'elle représentait pour lui : "Nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles... Oui... ce sont là des souvenirs d'orgueil."

Lorsque Robert Grimm, le député socialiste suisse, vint à Paris dans le dessein de rechercher quels éléments pourraient participer à une conférence internationale, qui devait être la conférence de Zimmerwald, il nous rapporta ces paroles de Renaudel. Il lui avait dit : "Il y a pourtant des syndicalistes opposés à la guerre, restés internationalistes, ceux de La Vie ouvrière." Et Renaudel de lui répondre : "Attendez, attendez, la mobilisation n'est pas terminée."

En effet, la mobilisation n'était pas terminée. Quelques semaines après, j'étais convoqué devant un conseil de révision qui me retirait du service auxiliaire et me versait dans le service armé. Je n'en étais pas tellement surpris. A l'appel de mon nom, un médecin militaire m'avait accueilli: "Ah ! monsieur Monatte..." Sa décision était prise d'avance. Dans Police de guerre, un secrétaire général de la préfecture de police, Henry Maunoury, devait raconter que le gouvernement avait trouvé ce moyen de se débarrasser "d'un certain nombre de syndicalistes remuants" réformés ou appartenant au service auxiliaire. Et allez donc

C'est ainsi que je devais, au début de janvier 1915, rejoindre le 252e à Montélimar. Et n'être démobilisé qu'en mars 1919, après avoir roulé mon sac de troufion d'un bout à l'autre du front.

Pas question de continuer La Vie ouvrière. Mais le foyer était maintenu. Par Merrheim, par Rosmer surtout, aidé de Martinet.

La première étape de La Vie ouvrière revue était terminée. D'autres viendraient.